



Établissement public
chargé de la conservation et de la restauration
de la cathédrale Notre-Dame de Paris

MAITRE D'OUVRAGE :
ETABLISSEMENT PUBLIC CHARGE DE LA
CONSERVATION ET DE LA RESTAURATION DE LA
CATHEDRALE NOTRE-DAME DE PARIS
QUAI DE L'ARCHEVECHE
75004 PARIS

**OPERATION DE RESTAURATION PHASE 3 – SOUS-OPERATION SO_INST (SO0) : INSTALLATIONS DE
CHANTIER - CATHEDRALE NOTRE-DAME DE PARIS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché public de travaux

Appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2.1° du code de la
commande publique

Objet du marché : Marché n°2025-054 – Lot n° 2B Installations de chantier

SOMMAIRE

1	CONTEXTE, OBJET ET FORME DU MARCHE	7
1.1	CONTEXTE - OBJET DU MARCHE.....	7
1.1.1	Contexte	7
1.1.2	Objet du marché.....	8
1.2	FORME DU MARCHE.....	8
1.3	DESIGNATION DES INTERVENANTS	8
1.3.1	Maîtrise d'ouvrage.....	8
1.3.2	Maîtrise d'œuvre	9
1.3.3	Contrôle scientifique	10
1.3.4	Contrôleur technique	10
1.3.5	CSPS	10
1.3.6	Ordonnancement, pilotage, coordination et logistique du chantier (OPCL)	10
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	11
2.1	LISTE DES PIECES.....	11
2.2	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES PIECES CONTRACTUELLES.....	11
2.2.1	Obligations du Titulaire	11
2.2.2	Connaissance globale du projet.....	11
3	Stipulations relatives aux bons de commande et ordres de service	13
3.1	Bons de commande	13
3.1.1	Contenu des bons de commande.....	13
3.1.2	Notification des bons de commande.....	13
3.1.3	Modification des bons de commande	14
3.1.4	Spécificité	14
3.2	Ordres de service.....	14
4	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	15
4.1	FORME DES PRIX – CONTENU DES PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES	15
4.1.1	Forme des prix.....	15
4.1.2	Contenu des prix.....	15
4.1.3	Travaux supplémentaires ou modificatifs dans le cadre des marches ordinaires.....	16
4.2	VARIATION DANS LES PRIX	18
4.3	APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE.....	19
4.4	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	19
4.4.1	Dispositions générales	19
4.4.2	Acomptes mensuels.....	19
4.4.3	Constatation des quantités d'ouvrages exécutés.....	19

4.4.4	Approvisionnement	20
4.4.5	Décompte final	20
4.4.6	Délai de paiement	21
4.4.7	Intérêts moratoires.....	21
5	DUREE – DELAIS D’EXECUTION – PENALITES.....	22
5.1	DUREE.....	22
5.2	DELAIS D’EXECUTION.....	22
5.2.1	Délai global	22
5.2.2	Calendrier détaillé d’exécution	22
5.2.3	Prolongation des délais d'exécution.....	23
5.2.4	Suivi du calendrier d'exécution	24
5.3	PENALITES.....	24
5.3.1	Modalités d’application des pénalités.....	24
5.3.2	Pénalités pour retard dans l’établissement, la présentation et la correction des documents (y compris compte-rendu article 13 CCAP et informations/documents article 14 CCAP)	25
5.3.3	Pénalités en fin de travaux	25
5.3.4	Retenues intermédiaires et pénalités définitives.....	25
5.3.5	Mise en place des installations de chantier.....	25
5.3.6	Repli des installations de chantier et remise en état des lieux	26
5.3.7	Pénalités pour retard dans la remise des plans d’exécution.....	26
5.3.8	Pénalités pour absence du responsable de chantier.....	26
5.3.9	Pénalités pour documents nécessaires à l’OPC remis en retard	26
5.3.10	Pénalités pour absence ou retard au rendez-vous de chantier.....	26
5.3.11	Pénalités pour non-respect des remarques du coordonnateur SPS	27
5.3.12	Pénalités pour défaut de nettoyage	27
5.3.13	Pénalités pour manquements au respect des règles d’hygiène et de sécurité.....	27
5.3.14	Pénalité pour élément du chantier détérioré	27
5.3.15	Pénalité pour retard dans la levée des réserves	28
5.3.16	Protections complémentaires	28
5.3.17	Pénalité pour manquement	28
5.3.18	Autres pénalités.....	28
6	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	29
6.1	RETENUE DE GARANTIE	29
6.2	CESSION ET NANTISSEMENT	29
6.3	AVANCE	29
6.3.1	Avance versée au titulaire	29
6.3.2	Avance versée aux sous-traitants.....	30
7	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	32

7.1	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	32
7.1.1	Matériaux traditionnels.....	32
7.1.2	Matériaux et procédés non traditionnels ou nouveaux	32
8	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	34
8.1	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....	34
8.1.1	Conditions d'exécution des travaux	34
8.1.2	Clauses relatives au personnel	34
8.2	CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES DOCUMENTS DE MARCHE	35
8.2.1	Connaissance des plans graphiques	36
8.2.2	Gestion électronique des documents.....	36
8.3	PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	37
8.4	PLANS D’EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DETAIL	38
8.4.1	Production des plans d’exécution	39
8.4.2	Circulation des PEO.....	39
8.4.3	Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	40
8.4.4	Etudes de synthèse technique des réseaux	41
8.4.5	Procédure des visas	41
8.5	MESURES D’ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	41
8.6	ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	42
8.6.1	Caractéristiques de l’installation de chantier	42
8.6.2	Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité.....	42
8.7	CONSTAT D’HUISSIER.....	44
8.8	DEGRADATIONS SUR EXISTANT	44
8.9	EXECUTION DES TRAVAUX.....	44
8.9.1	Rendez-vous de coordination – rendez-vous chantier -réunions de synthèses architecturales.....	44
8.9.2	Etat des lieux - Réception des supports.....	45
8.10	OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE	45
8.11	MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE CHANTIER.....	46
8.12	DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES.....	46
8.13	PROTECTION	46
8.13.1	Protection des existants et avoisinants	46
8.13.2	Protection des ouvrages exécutés.....	46
8.14	CHAUFFAGE DE CHANTIER (PRECHAUFFAGE)	46
8.15	RESPONSABILITE DES OUVRAGES (DETERIORATIONS OU VOL).....	46
8.16	NETTOYAGES	47
8.17	PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SUR LE SITE	47
8.18	CESSION DE DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	47
9	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	50

9.1	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES.....	50
9.2	RECEPTION – LEVEES DES RESERVES.....	50
9.2.1	Opérations préalables à la réception des travaux.....	50
9.2.2	Levée des réserves.....	51
9.2.3	Engagements du titulaire	51
9.2.4	Réception spécifique pour les ordres de service notifiés entre la date de signature du procès-verbal d'état des lieux et la date signature de la décision de levée des réserves	52
9.3	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	52
9.4	RECEPTIONS PARTIELLES.....	52
9.5	GARANTIES LEGALES ET CONTRACTUELLES.....	52
10	MODIFICATIONS DU MARCHE	54
10.1	AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	54
10.2	DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX	54
10.3	TRAVAUX SIMILAIRES	54
10.4	CLAUSE DE REEXAMEN	54
11	RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	55
11.1	RESPONSABILITES	55
11.2	ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE TITULAIRE.....	55
11.2.1	Assurance de responsabilité décennale et des risques annexes.....	55
11.2.2	Autres assurances individuelles.....	56
11.2.3	Dispositions communes aux articles 11.2.1 et 11.2.2.....	57
11.2.4	Mandataire en cas de groupement d'entreprises	59
11.2.5	Modifications aux contrats d'assurances	59
11.2.6	Assurance pour les travaux exécutés par bons de commande postérieurement à la date d'achèvement des travaux	60
11.3	ASSURANCES A LA CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE ET A SES FRAIS	60
11.3.1	Assurance Tous Risques Chantier.....	60
11.3.2	Contrat collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)	61
11.3.3	Étendue de la responsabilité et renonciation à recours	61
12	SOUS-TRAITANCE.....	63
12.1	DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS	63
12.1.1	Généralités	63
12.1.2	Conditions générales d'agrément	63
12.1.3	Sous-traitance directe et modalités d'agrément.....	64
12.1.4	Sous-traitance indirecte et modalités d'agrément.....	64
12.2	INTERDICTION DE LA SOUS-TRAITANCE POUR LES TACHES ESSENTIELLES	65
13	CONFIDENTIALITE	66
13.1	INFORMATIONS CONFIDENTIELLES	66

13.2	COMMUNICATION PUBLIQUE ET MEDIAS.....	67
14	PHOTOGRAPHIES, PRISES DE VUE ET TOURNAGES.....	68
14.1	PHOTOGRAPHIES ET PRISES DE VUES DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	68
14.2	PRISES DE VUE OU TOURNAGES SUR LE CHANTIER PAR LE TITULAIRE	69
15	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	70
16	RESILIATION – MESURES COERCITIVES.....	71
16.1	GENERALITES	71
16.2	MESURES COERCITIVES EN CAS D’ABANDON DE CHANTIER	71
17	LITIGES	73
17.1	INSTANCES COMPETENTES.....	73
17.2	MEMOIRE EN RECLAMATION	73
17.3	INTERVENTION DU CCNRA	73
17.4	PROCEDURE CONTENTIEUSE	74
17.5	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES EN CAS D'ENTREPRENEURS GROUPES CONJOINTS	74
18	DEROGATIONS AU CCAG	75

1 CONTEXTE, OBJET ET FORME DU MARCHE

1.1 CONTEXTE - OBJET DU MARCHE

1.1.1 Contexte

Le 15 avril 2019, un violent incendie embrasait la cathédrale Notre-Dame de Paris entraînant la disparition, dans les flammes, de la toiture du grand comble et de la flèche, l'effondrement partiel de plusieurs voûtes hautes et le déplaquage de nombreux parements en pierre de taille situés à proximité directe du foyer, du fait des températures extrêmement élevées. Dès le lendemain et pendant les mois qui suivirent le sinistre, l'édifice est sécurisé et une grande opération de reconstruction, destinée à réparer les désordres causés par l'incendie, a été lancée ayant permis la réouverture au public et au Culte le 7 décembre 2024.

Le chantier de cette vaste opération se poursuit en 2025 pour achever la couverture des espaces ajourés de la flèche et les travaux du massif occidental permettant la réouverture des tours au public

La restauration de la cathédrale ne sera pas pour autant achevée à l'issue de ces travaux puisque les parties non touchées par l'incendie n'auront pas été traitées. En effet, avant le 15 avril 2019, plusieurs rapports rédigés par Philippe VILLENEUVE, ACMH en charge de la cathédrale, alertaient sur l'état de dégradation très important des élévations extérieures, à commencer par le chevet.

Les fonds collectés dans le cadre de la souscription nationale n'ayant pas été intégralement utilisés pour l'exécution des travaux des deux phases précédentes, l'Etablissement Public souhaite poursuivre le programme de restauration de la cathédrale en intervenant sur des parties non touchées par l'incendie mais nécessitant des travaux de restauration, lesquels constitueront la phase 3 des travaux de restauration de la cathédrale.

A ce jour, il est prévu de décomposer l'opération de restauration - phase 3 en plusieurs sous-opérations sur la base de critères fonctionnels, techniques, géographiques et/ou calendaires :

- Une sous-opération « SO_INST » comprenant :
 - o La base-vie
 - o Les installations de chantier.
- Une sous-opération « SO1 » consistant en la restauration extérieure du chevet ;
- Une sous-opération « SO2 » consistant en la construction des locaux techniques définitifs ;
- Une sous-opération « SO3 » consistant en la restauration extérieure de la sacristie ;
- Une sous-opération « SO4 » consistant en la restauration extérieure du presbytère.

Le marché objet du présent CCAP concerne la sous-opération SO_INST relative aux installations de chantier.

La sous-opération SO_INST relative aux installations de chantier est décomposée en plusieurs lots :

N° Lot	Numéro de marché	Désignation
1A	2021-035	Base-vie
1B	2025-004	Nettoyage des bases-vie
1C	2025-005	Nettoyage des vêtements
2A	2025-053	Déploiement des fluides

2B	2025-054	Installations de chantier
2C	2025-055	Utilités plomb et déchets

Le présent CCAP concerne le marché 2025-054.

1.1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations du lot 2B, lié aux travaux d'installation de chantier relatifs notamment aux clôtures, barrières, protection collectives, loge de modelage, bungalow, VRD, et aux moyens humains généraux (manutentionnaires et engins liés), dans le cadre de la phase 3 de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Les travaux comprennent notamment :

- Réalisation des travaux de modification de voiries (remplacement espaces verts, couche de forme, résine, dalles béton et enrobée, dépose des installations mises en place), compris l'entretien / maintenance de ces ouvrages de voiries ;
- Travaux de modification des clôtures existantes, ajouts ponctuels, compris entretien des clôtures actuelles et nouvelles,
- Fourniture de matériels et prestation de manutentions diverses,
- Fournitures et installation de guérites/bungalows côté chantier,
- Fourniture d'un dispositif de surveillance sonore et de son suivi.

1.2 FORME DU MARCHE

Il s'agit d'un marché composite, comprenant une partie ordinaire conclue à prix global et forfaitaire et une partie passée sous la forme d'un accord-cadre exécutée par l'émission de bons de commande.

Pour le présent lot, la partie du marché relevant de l'accord cadre est conclue sans montant minimum et avec le montant maximum suivant :

N° Lot	Numéro de marché	Désignation	Montant minimum sur la durée du marché	Montant maximum sur la durée du marché
2B IC	2025-054	Installations de chantier	0€ HT	9 000 000€ HT

1.3 DESIGNATION DES INTERVENANTS

1.3.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Il est désigné dans les différents documents sous les vocables « Maître d'ouvrage », « pouvoir adjudicateur » encore « RNDP ».

1.3.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre du chantier de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris est assurée par le groupement composé des membres suivants : SELARL MONUMENTALE ARCHITECTURE MONARCH' (mandataire).

Leurs coordonnées sont mentionnées ci-après.

9 RUE Saint-Merri
75004 Paris France
Tél. 01 87 76 11 63
notre-dame@villeneuve-acmh.fr

Les autres membres de la MOE sont les suivants :

- COVALENCE ARCHITECTE ;
- Cabinet PILTE
- PATRIARCHE
- ANTEA FRANCE ;
- COMES STUDIO ;
- BESTREMA.

La mission qui est confiée au maître d'œuvre est une mission de maîtrise d'œuvre monuments historiques par application des articles R. 621-25 et suivants du code du patrimoine **relatif à la maîtrise d'œuvre sur les immeubles classés au titre des monuments historiques. Elle comprend, pour l'ensemble du projet, les éléments de mission suivants :**

- Avant-projet (AVP) ;
- Projet (PRO) ;
- Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Examen des plans d'exécution établis par les entreprises et avis sur ces plans y compris sur les plans de synthèse (VISA) ;
- Direction de l'exécution des travaux (DET) ;
- Assistance aux opérations préalables à la réception (AOR).

L'ensemble des prestations graphiques et écrites et plans de détails établis par la maîtrise d'œuvre constitue le dossier de consultation. Les compléments nécessaires à ces documents pour la réalisation des ouvrages, sont à la charge de chaque entreprise, ainsi que toutes les études d'exécution.

Chaque entrepreneur doit effectuer les compléments de relevés nécessaires à ses études d'exécution et devra la coordination de ses études avec les dispositions des ouvrages existants. L'entrepreneur doit effectuer toute enquête technique complémentaire nécessaire à ses études d'exécution telle que: descentes de charges, schémas fonctionnels des équipements, analyse des performances des équipements (débits, puissance pertes de charges, etc.).

Tous les documents graphiques et écrits non joints au dossier de consultation, mais nécessaires à la réalisation des travaux, (plans d'exécution et de réservations, plans d'atelier et de chantier etc.) sont à la charge des entreprises.

La maîtrise d'œuvre s'entoure de co-traitants dans le cadre de ce marché :

- Patriarche, maître d'œuvre d'exécution, assistant à la maîtrise d'œuvre sur les installations chantier ;
- PATRIARCHE.

4 allée du lac de garde - BP 285 – 73375 Le Bourget-dulac-
Cedex

Tél. 04 79 25 37 30

E-mail : s.mangez@patriarche.fr

- ANTEA, cabinet d'expertise sur le plomb et l'amiante, assistant à la maîtrise d'oeuvre sur les sujets liés à l'amiante et au plomb ;

ANTEA GROUP

Immeuble Antony Parc

2/6 Place du Général de Gaulle

92160 ANTONY

Tél. 06 10 77 54 53

E-mail : maria-rosa.pira@anteagroup.com

CAMEBAT, économiste, assistant à la maîtrise d'oeuvre sur les sujets financiers.

CAMEBAT

34 rue Saint-Dominique

75007 PARIS

Tél. 01 40 60 45 65 / 06 84 98 51 49

E-mail : camebat@camebat.fr

Le maître d'œuvre est désigné dans les différents documents sous le nom de « maître d'œuvre ».

1.3.3 Contrôle scientifique

Conformément aux dispositions des articles R. 621-18 à R. 621-24 du code du patrimoine relatifs au contrôle scientifique et technique des services de l'État sur la conservation des monuments historiques classés, le contrôle scientifique des travaux sera assuré par la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France, Conservation Régionale des Monuments Historiques.

1.3.4 Contrôleur technique

La présente mission est en cours d'attribution pour la phase 3.

1.3.5 CSPS

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour la phase 3 est confiée à :

APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE

François GIARD

6 rue du Général Audran

92400 COURBEVOIE

1.3.6 Ordonnancement, pilotage, coordination et logistique du chantier (OPCL)

La mission OPCL pour la phase 3 est confiée au groupement SETEC OPENCY – SICA LOGISTIQUE.

2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 LISTE DES PIÈCES

Les pièces constitutives du marché sont listées à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Le Titulaire est réputé connaître les documents avec toutes les mises à jour ou parution nouvelle de ces pièces avant le commencement des travaux faisant l'objet du présent marché et reconnaître qu'il en a une parfaite connaissance par le seul fait de signer l'Acte d'Engagement.

Sauf à avoir signalé les erreurs ou omissions éventuelles lors de la remise de son offre, le Titulaire doit exécuter comme étant prévus dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de ses ouvrages, et en particulier les travaux induits du ressort du lot dont il a la charge, selon les règles de l'art, les normes, règlements et textes en vigueur et permettant une utilisation satisfaisante dans le cadre de l'ensemble de l'opération.

Les spécifications non portées aux CCTP mais inscrites sur les plans et inversement sont réputées équivalentes et sont dues au titre du marché.

2.2 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES PIÈCES CONTRACTUELLES

2.2.1 Obligations du Titulaire

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) décrit pour chacun des corps d'état, les travaux à exécuter en fonction du résultat à obtenir pour chacun des ouvrages prévus. Les travaux ainsi décrits forment un ensemble homogène et, par conséquent, le Titulaire est tenu d'établir ses études de façon à prévoir toutes les fournitures et façons indispensables au parfait achèvement des ouvrages et au parfait fonctionnement des équipements.

Toutes imprécisions, toute discordance entre les plans « maîtrise d'œuvre » et la description des ouvrages fixés dans les CCTP, doivent être signalées par écrit au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre qui apporteront toutes rectifications et/ou précisions nécessaires.

2.2.2 Connaissance globale du projet

Le titulaire déclare avoir reçu, outre les documents généraux de l'opération, les documents établis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, l'informant sur la nature des travaux. Il déclare avoir une parfaite connaissance de la situation du chantier, des conditions d'accès et de circulation, des contraintes d'installation et de sécurité, des règlements applicables sur le site.

Les travaux objet du présent marché s'inscrivent dans le prolongement de l'opération globale de reconstruction de la cathédrale Notre-Dame de Paris faisant suite à l'incendie du 15 avril 2019. Après les travaux de reconstruction et de réparation des dégâts de l'incendie, l'Etablissement Public souhaite mener les travaux de traitement des pathologies urgentes de la cathédrale, avec un démarrage desdits travaux souhaités dès le second trimestre 2025.

L'ensemble des cahiers de charges de l'ensemble de l'opération seront mis à disposition du titulaire après la notification du marché.

Le présent marché explicite, de manière non exhaustive, et notamment dans le rapport de présentation et le calendrier général de l'opération, les interactions prévisionnelles entre les différents intervenants. Il revient au titulaire de prévoir et anticiper, du fait de son savoir-faire, les interactions qui n'auraient pas été décrites.

Le titulaire doit prendre connaissance des prescriptions archéologiques pour prendre en compte leurs conséquences sur ses travaux.

Aucune contestation ne sera admise après la conclusion du marché, sous prétexte d'une mauvaise appréciation des difficultés, notamment d'approvisionnement et de mise en œuvre.

Le titulaire est donc réputé avoir contrôlé toutes les indications du dossier, avoir visité les lieux et avoir étudié dispositions à adopter pour l'installation et l'organisation du chantier.

Le fait d'avoir signé le marché constitue pour le titulaire un engagement de respecter ladite conception et les diverses prescriptions des documents techniques, sans pour autant le décharger de sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

3 Stipulations relatives aux bons de commande et ordres de service

Pour la partie du présent marché conclue sous la forme d'un accord-cadre avec émission de bons de commande, l'établissement public établit au fur et à mesure des besoins, des bons de commandes qui seront adressés au Titulaire, sur la base des prix figurant dans le bordereau des prix unitaires.

3.1 Bons de commande

3.1.1 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande comporte au moins :

- la date ;
- l'identification du Titulaire ;
- la référence du marché ;
- la nature et la quantité des prestations à effectuer ;
- le délai d'exécution des prestations et de livraison le cas échéant ;
- le montant HT et TTC des prestations ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant.

3.1.2 Notification des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de l'émergence des besoins par courriel ou par courrier recommandé avec avis de réception, ou par tout autre moyen informatique (plateforme de gestion des commandes/ outil budgétaire ou comptable...).

Lorsque le pouvoir adjudicateur procède à la notification d'un bon de commande par courriel, le Titulaire doit en accuser réception par courriel dès réception ou au plus tard le jour ouvré suivant (1 jour ouvré). A défaut de réponse dans ce délai, la notification est réputée acquise à l'expiration de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-Travaux, le Titulaire dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de notification du bon de commande, pour informer le pouvoir adjudicateur de ses observations éventuelles, sous peine de forclusion.

Seuls les bons de commande validés par le représentant du pouvoir adjudicateur dans Ediflex pourront être honorés par le titulaire. Aucun bon de commande non visé ne doit être pris en charge par le titulaire. Aucune facture correspondant à un bon de commande non validé dans Ediflex ne sera payée.

Le Titulaire devra se conformer aux instructions données par les bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur.

En cas de dénonciation et de même à l'échéance normale du terme contractuel de l'accord-cadre, le titulaire conserve la responsabilité de l'exécution des bons de commandes notifiés au cours de la période de validité de l'accord-cadre.

En cas de défaillance totale ou partielle dans l'exécution de la commande, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant.

3.1.3 Modification des bons de commande

Si en cours d'exécution d'un bon de commande, il s'avère nécessaire d'en modifier des termes essentiels, une commande additionnelle matérialisant cette modification à la hausse des prestations ou un dégagement de crédits matérialisant cette modification à la baisse des prestations sont opérés. Ils sont soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande initial. L'accord écrit et détaillé, partagé par les parties, constitue la pièce justificative pour ces modifications. Elle est jointe aux pièces annexées à l'objet de gestion auquel elle se réfère dans le progiciel de budgétaire et comptable de l'établissement public.

3.1.4 Spécificité

Pour les prestations ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire, l'établissement d'un devis sous cinq (5) jours ouvrés sauf délai plus favorable spécifié par le pouvoir adjudicateur. Ce devis doit être préalablement accepté par le pouvoir adjudicateur. Les prestations comprises dans ce devis font l'objet d'un bon de commande.

La notification du bon de commande correspondant vaut intégration de ces prix au bordereau des prix unitaires du marché correspondant.

Il s'agit d'une clause de réexamen au sens de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché concerné pourra être modifié dans l'hypothèse décrite au présent article sans qu'il soit nécessaire de recourir à un avenant signé des deux parties.

3.2 **Ordres de service**

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont visés par le maître d'ouvrage puis signés et notifiés par le MOE via l'outil de gestion EDIFLEX. La date de signature du MOE vaut date de notification de l'ordre de service au titulaire.

Ils peuvent être notifiés dès la notification du marché.

Les informations figurant à l'article 6 de l'acte d'engagement peuvent être modifiés d'un commun accord entre les parties sans que la signature d'un avenant ne soit nécessaire.

4 PRIX ET MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

4.1 FORME DES PRIX – CONTENU DES PRIX – MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES

4.1.1 Forme des prix

Le présent marché est conclu à prix mixte :

- Un prix global et forfaitaire s’applique pour les travaux relevant de la partie ordinaire ;
- Des prix unitaires s’appliquent pour les travaux relevant de la partie accord-cadre exécutée par l’émission de bons de commande.

Les travaux relevant de l’accord-cadre sont réglés par application, aux quantités effectivement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires annexé à l’acte d’engagement.

Les prix sont révisables.

4.1.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont réputés complets et comprendre toutes les dépenses et sujétions énumérées à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux notamment :

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu’ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites indiquées à l'article 4.2.4 du présent CCAP,
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l’expiration du délai de garantie de parfait achèvement, notamment au regard des conditions liées à la présence de plomb et d’amiante ;
- en tenant compte des frais de coordination des études, des frais spéciaux ;
- en tenant compte des sujétions ci-après :
 - o le titulaire doit, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation du prix souscrit, se conformer aux instructions qui lui sont données par le Maître d’œuvre en ce qui concerne les heures d’entrée et de sortie des ouvriers, l’emplacement du dépôt du matériel et des matériaux, l’enlèvement des gravats et autres et les livraisons,
 - o le titulaire supporte sans indemnité ni augmentation du prix souscrit, les interruptions de travail nécessitées par la circulation routière, piétonne aux alentours. Il prend à sa charge toutes les mesures qui lui seront indiquées pour ne réaliser aucune gêne.

De plus, les prix sont réputés comprendre, en complément des stipulations de l'article 9.1 du CCAG-Travaux :

- l'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser ;
- l'obligation d'emploi des matériaux de choix ;
- les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de la construction ;
- les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens, et notamment sur les échafaudages sur la voie publique ;
- les frais découlant de l'obtention d'un « permis de feu » impliquant pour l'entrepreneur de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites ;

- les frais d'installations de chantier, d'accès d'échafaudages, de protection, d'engins de levage et de transport dans les conditions décrites dans les pièces contractuelles du marché notamment CCTC, NOC, CCTP, CCAP et PGC ;
- les frais d'assurances mentionnés dans le présent CCAP ;
- les frais d'établissement des études d'exécution et de participation à la cellule de synthèse ;
- les frais d'établissement des documents fournis après exécution ;
- les frais de nettoyage, d'enlèvement des déchets, gravois, qui seront effectués selon un rythme minimum qui sera précisé à l'entrepreneur au démarrage du chantier ;
- les frais d'établissement du PPS par le titulaire et ses éventuels sous-traitants ;
- les frais de réalisation et de mise au point des prototypes et de fourniture des échantillons ;
- les frais de coordination à charge du mandataire (pour les groupements d'entreprises) ;
- les frais résultants des demandes fondées du bureau de contrôle technique, du coordonnateur SPS et du coordonnateur SSI tant en cours d'étude qu'en cours de travaux ;
- les frais de reproduction des plans PEO et DOE et de toutes pièces nécessaires à la réalisation des travaux telles qu'elles sont définies aux articles correspondants du présent CCAP ;
- les frais d'établissement des devis en réponse aux demandes de modifications formulées par le maître d'œuvre et/ou par le maître d'ouvrage ;
- les frais à la charge des entreprises relatifs aux installations de chantier propres à l'entreprise,
- les frais et taxes à la charge des entreprises relatifs aux travaux de raccordement des concessionnaires ;
- les frais résultant des demandes et observations du maître d'œuvre, concernant notamment la reprise des plans non conformes ;
- les frais de réalisation et d'exécution des ATEX nécessaires à l'obtention des avis techniques ainsi que ceux relevant des assurances ;
- les frais de réalisation des sondages éventuels supplémentaires et des relevés d'état des lieux ;
- les moyens logistiques nécessaires à l'exécution des prestations et non compris dans les pièces du marché, notamment la NOC, le CCTC et les CCTP.

4.1.3 Travaux supplémentaires ou modificatifs dans le cadre des marches ordinaires

Le maître d'œuvre après l'accord du maître d'ouvrage, peut être amené au cours de l'exécution du marché à modifier l'importance ou la disposition des ouvrages prévus dans le marché.

A tous travaux modificatifs correspondra une fiche de travaux modificatifs. Cette fiche définira le fait générateur des travaux non prévus ou supprimés, la définition des travaux modifiés avec la limite des prestations de chaque lot.

Le titulaire établira dans les délais prescrits sur la fiche de travaux modificatifs un devis de travaux. A ce devis seront éventuellement joints, suivant les besoins et demandes de la maîtrise d'œuvre, le descriptif technique, les notes de calcul, les documents graphiques modifiés.

- Ouvrages de même nature que ceux figurant dans la DPGF

Le prix des ouvrages non prévus dans le marché, mais de même nature que ceux figurant dans la DPGF, est calculé en utilisant les prix d'unité de cette décomposition.

- Ouvrages ne pouvant être assimilés à ceux figurant dans la DPGF

Le sous détail des prix unitaires pour les prix nouveaux sont élaborés selon le modèle de présentation figurant ci-après et joints au devis.

L'entreprise qui omettrait de transmettre un tel devis dans le délai imparti pourrait se voir dans l'obligation d'exécuter les travaux au prix provisoire indiqué par le maître d'œuvre, conformément à l'article 13.4 du CCAG-Travaux sans préjudice des stipulations de l'article 13.5 du CCAG-Travaux.

L'engagement des travaux supplémentaires ou modificatifs ne peut intervenir qu'après l'obtention d'un ordre de service signé du maître d'œuvre visé maître d'ouvrage, conformément à l'article 3.8.1. du CCAG-Travaux. En effet, les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'un visa préalable par le maître d'ouvrage. En complément, il est précisé que si les ordres de service nécessitant le visa du maître d'ouvrage ne sont pas visés par lui, alors lesdits ordres de service ne sont pas exécutoires.

Modèle de présentation des sous-détails des prix d'unité pour les prix nouveaux ne figurant pas dans le marché.

Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 du CCAG-Travaux, les prix seront décomposés de la façon suivante :

A. FOURNITURES

Quantités x prix d'achat =

Quantités x prix d'achat =

Ensemble =

x 1,x coefficient pour livraison, manutention,

tous transports à pied d'œuvre, stockage

=

B. MAIN D'ŒUVRE

Suivant qualifications des divers intervenants sur chantier :

Quantités d'heures x prix à l'heure

Salaire brut

=

Quantités d'heures x prix à l'heure

Salaire brut

=

Ensemble =

x coefficient (1) charges sociales

=

Ensemble déboursé =

x 1,X coefficient de vente

(frais généraux, aléas, bénéfices)

=

(1) ce coefficient peut être relevé dans les publications officielles

Cas particulier des demandes provenant du titulaire :

Ces demandes ne pourront être éventuellement prises en compte, après examen par le maître d'œuvre, qu'aux conditions suivantes :

- ces modifications devront faire apparaître un avantage certain pour l'opération (moins-value financière, gain de temps, etc.) ;
- elles devront être formulées à une date permettant leur analyse architecturale et technique par le maître d'œuvre ainsi que la négociation du devis correspondant, avant le démarrage du ou des travaux concernés ;
- elles devront être accompagnées d'un justificatif technique et financier portant non seulement sur les prestations du demandeur, mais également sur les conséquences techniques éventuelles et financières qui en découlent pour les autres corps d'état ;
- elles ne peuvent en aucune manière entraîner une augmentation des délais, ni faire varier en plus-value les conditions économiques du marché concourant à la réalisation de l'ouvrage, ni entraîner le non-respect par le maître d'œuvre de ses propres engagements contractuels en matière de niveau des prestations.

4.2 VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont révisibles, suivant les modalités fixées ci-dessous.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, lequel est précisé dans l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro ».

- **Choix de l'index de référence**

Les index de référence I choisis en raison de leur structure sont les suivants, tels que publiés sur le site de l'INSEE :

Objet	Numéro de lot	Index BT
Installations de chantier	Lot 2B	BT01

- **Modalités de révision des prix**

Les prix sont révisibles annuellement le 1^{er} jour du mois suivant la date anniversaire de la notification du marché, suivant les modalités fixées ci-dessous.

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times (I_{m-4} / I_{0-4})$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- P_0 est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro (I_{0-4}) ;
- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois suivant la date anniversaire de la notification du marché (I_{m-4}).

Le mois m_0 est défini à l'acte d'engagement du marché.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à P_0 arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

Lorsque la demande d'acompte présentée par le titulaire porte sur des prestations exécutées au cours de plusieurs mois consécutifs, et que celui-ci ne présente pas simultanément la répartition par mois du montant des prestations facturées, il est retenu pour I_{m-4} la moyenne des index applicables à chacun des mois couverts par la demande d'acompte.

- **Révision provisoire - révision définitive**

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier état d'acompte établi postérieurement à la parution de l'index correspondant.

- **Modification d'index**

En cas de modification d'indices ou d'index, un avenant ne sera pas nécessaire dans les cas suivants :

- lorsque la modification a pour objet de prolonger une ancienne série par une série correspondante (nouvelle) avec un coefficient de raccordement quand la série correspondante est unique ;
- quand plusieurs séries correspondantes sont proposées, lorsqu'en raison de l'objet même du marché, l'index nouveau s'impose à l'évidence et dans la mesure où le libellé de l'index (notamment son

numéro de référence BTxx, EVxx ou TPxx) n'est pas substantiellement modifié.

4.3 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

4.4 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

4.4.1 Dispositions générales

Le règlement des comptes est mis en œuvre dans les conditions fixées à l'article 12 du CCAG-Travaux en tenant compte des dérogations mentionnées ci-après.

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, la gestion des décomptes et acomptes par le titulaire, le maître d'œuvre et le représentant du pouvoir adjudicateur est assurée par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe 8 du présent CCAP (relative au service d'échange électronique de gestion financière des travaux (EDIFLEX)).

4.4.2 Acomptes mensuels

Les acomptes mensuels sont établis dans les conditions fixées à l'article 12.2 du CCAG-Travaux en tenant compte des dérogations suivantes :

- Le maître d'œuvre, à partir du décompte mensuel, dresse un projet d'état d'acompte mensuel, comprenant les différents éléments indiqués à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, et l'adressent au représentant du pouvoir adjudicateur par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux dans un délai de 7 jours à compter de la réception du projet de décompte.
- Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie le projet d'état d'acompte mensuel établi par le maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié devient alors l'état d'acompte mensuel sur la base duquel est réglé le montant de l'acompte. L'état d'acompte mensuel est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises.

4.4.3 Constatation des quantités d'ouvrages exécutés

En complément de l'article 12 du CCAG-Travaux, le titulaire a la charge d'établir tous les documents nécessaires à la constatation des quantités d'ouvrages qu'ils exécutent :

- un dossier photographique numérique au format pdf montrant les ouvrages, avant, durant et après l'exécution des travaux, pour les ouvrages qui le nécessitent
- tous les documents complémentaires utiles pour l'établissement et la vérification des mémoires (attachements figurés, attachements écrits, constats, etc.)
- ces documents seront annexés aux mémoires (partiels ou finaux)
- les attachements écrits et figurés doivent impérativement répondre aux indications du CCTP;

Nota important : Tout mémoire partiel ou final, incomplet, sans attachements figurés précis, sans détails de quantité et sans dossier photographique justifiant les travaux cachés, sera retourné à l'entreprise ; ou bloqué en attente de réception des éléments nécessaires permettant une vérification normale (suspension du délai

sans indemnisation du titulaire).

4.4.4 Approvisionnement

En complément de l'article 10.4 du CCAG, il est précisé que les approvisionnements peuvent figurer dans les décomptes mensuels si les conditions suivantes sont respectées :

- Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que si leur mise en œuvre est prévue effectuée dans un délai maximum de deux mois à compter de la production du décompte.
- A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a effectivement payé les matériaux et éléments concernés et devra apporter tous les éléments justifiant de la conformité au marché des éléments commandés.
- Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute.
- Le règlement des approvisionnements sera effectué sur la base de prix de fourniture seule des matériaux rendus sur place, lus dans le détail estimatif, et par dérogation à l'article 10.4 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, affectés d'un abattement de 20%. Les matériaux dont la valeur de fourniture ne figure pas dans ledit détail ne seront pas pris en compte.

4.4.5 Décompte final

- Pour la partie accord-cadre du marché s'exécutant par bon de commande :

Les montants payés en contrepartie de l'exécution des prestations relevant de l'accord-cadre ne sont pas repris sur le décompte général définitif du marché.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG-Travaux, pour chaque bon de commande, le paiement à 100% du bon de commande vaut solde du bon de commande.

Dans le cas où le bon de commande ne donne pas lieu à exécution complète, il sera procédé à un dégagement suivant les stipulations de l'article 3.1.3. Le paiement à 100 % de ce montant diminué vaut solde du bon de commande.

- Pour la partie ordinaire du marché :

Le titulaire transmet simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre son projet de décompte final dans un délai de 30 jours calendaires, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de notification de la décision de levée des réserves à la réception ;
- Date de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO).

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates suivantes :

- Quarante-cinq jours calendaires à compter de la date de notification du projet de décompte final au maître d'œuvre ;
- Vingt jours calendaires à compter de la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

En application de l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification

constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, ne vaut pas acceptation et autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 17.2 du CCAP.

Par dérogation à l'article 12.4.3 du CCAG-Travaux, le règlement pour solde du décompte général et définitif est suspendu jusqu'à la transmission au représentant du pouvoir adjudicateur par le titulaire du quitus de règlement des frais de compte prorata délivré par le gestionnaire dudit compte.

Aucun décompte général définitif ne pourra être établi et notifié sans remise et validation préalable du DOE par le Maître d'œuvre.

4.4.6 Délai de paiement

La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du code de la commande publique.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

4.4.7 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global réglementaire ouvre de plein droit et sans autre formalité au Titulaire le versement d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, à la condition que les factures n'aient fait l'objet d'aucune réserve du pouvoir adjudicateur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque centrale européenne, majoré de huit points. Le pouvoir adjudicateur versera également au titulaire une indemnité forfaitaire de 40 euros au titre des frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ils sont calculés sur le montant total de la demande de paiement toutes taxes comprises.

5 DUREE – DELAIS D'EXECUTION – PENALITES

5.1 DUREE

Le présent marché court à compter de sa notification jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Pour la partie ordinaire du présent marché, les ordres de service peuvent être émis à compter de la notification du marché jusqu'à la décision de levée des réserves, ou défaut de réserves dans le procès-verbal d'état des lieux, jusqu'à la date de signature de ce procès-verbal.

Pour la partie accord-cadre du présent marché, les bons de commande peuvent être émis dès la notification du marché jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement.

En tout état de cause, la partie accord-cadre ne pourra dépasser la durée maximum de 4 ans, à compter de la notification du marché.

5.2 DELAIS D'EXECUTION

5.2.1 Délai global

- Pour la partie ordinaire du marché

La période de préparation du présent marché démarre à la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation. Celle-ci est incluse dans les délais d'exécution du marché. Par dérogation à l'article 28 du CCAG-Travaux, la période de préparation a une durée de trente (30) jours calendaires.

A l'issue de la période de préparation des travaux, un ordre de service de démarrage des travaux sera notifié au titulaire. Cet ordre de service de démarrage sera porté à la connaissance des entrepreneurs titulaires des autres lots. La période d'exécution des prestations commence à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Les travaux devront être achevés conformément au calendrier détaillé d'exécution. Les modalités de réception de ces travaux sont précisées à l'article 10.2 du présent CCAP.

Le délai global comprend, outre les travaux et les études d'exécution, les journées d'intempéries prévisibles indiquées à l'article 5.2.3 du présent CCAP, la période de préparation de chantier, les délais de commande et de fabrication ainsi que les périodes de congés payés.

- Pour la partie accord-cadre du marché

Les délais d'exécution des bons de commande seront déterminés dans chaque bon de commande.

5.2.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution global des travaux de chaque marché est élaboré par l'OPC pendant la période de préparation de chantier sur la base des renseignements fournis par les entreprises.

Après accord du maître d'œuvre et validation du maître d'ouvrage, ce calendrier détaillé d'exécution des travaux est notifié par ordre de service en remplacement du planning prévisionnel de l'opération figurant en annexe 4 du présent CCAP.

Ce calendrier détaillé d'exécution est rendu contractuel lors de sa notification. Ce document permet la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux de son marché et l'application éventuelle des pénalités prévues à l'article 5.3 du présent CCAP. Dans l'attente de la notification du calendrier d'exécution détaillé, le calendrier prévisionnel de la sous-opération (annexe 4 du CCAP) sert de base de calcul des pénalités pour retard.

Toute modification du calendrier détaillé d'exécution fait l'objet d'un nouvel indice, notifié par ordre de service au Titulaire. Il est précisé que lors de la mise au point de ce calendrier, le titulaire de chaque marché sera dans l'obligation d'accepter les contraintes techniques des délais imposés par les autres corps d'état.

5.2.3 Prolongation des délais d'exécution

Il pourra être fait application de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application de ces stipulations, le délai d'exécution des travaux sera prolongé du nombre de journées d'intempéries constatées (hors nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles), justifiées et acceptées par ordre de service.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à : vingt (20) jours calendaires.

- Intempéries au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur

En ce qui concerne les intempéries au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur (L.5424-6 à 19 et D.5424-7 à 47 du code du travail), il est précisé que seules celles ayant entraîné un arrêt effectif du travail pourront donner lieu à une prolongation du délai d'exécution.

En cas d'intempérie, le maître d'œuvre devra être prévenu immédiatement afin qu'il puisse constater la réalité de l'arrêt de travail ou, le cas échéant, s'y opposer dans les conditions de l'article L. 5424-8 du Code du travail.

Les intempéries qui n'auront pas fait l'objet d'une déclaration immédiate au Maître d'œuvre ne donneront lieu à aucune prolongation. De même, en cas de mauvaise organisation de la part d'un Titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le Maître d'ouvrage lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation des délais d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

- Intempéries au sens du présent CCAP

Par ailleurs, pourront donner lieu à une prolongation du délai d'exécution pendant un nombre de jours calendaires égal au nombre de jours calendaires constatés en intempéries, déduction faite du nombre de jours d'intempéries normalement prévisibles fixé ci-après.

Les intensités limites qui ouvrent droit aux intempéries sont les suivantes :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Gel	Température inférieure à – 5 degrés C° pendant plus de trois heures consécutives
Pluies	Supérieure à 20 mm par jour
Vents	Supérieure à 60 km/h pendant plus de 4 heures consécutives durant les heures de travail normales de l'entreprise

Ces intempéries ne pourront toutefois être prises en compte que si le titulaire n'était pas en mesure de travailler par ailleurs et s'il transmet au maître d'œuvre, dans les 15 jours suivant l'évènement, un tableau indiquant le ou les jours concernés, le nombre d'heures dans la journée, les conditions climatiques à l'origine de l'intempérie, ainsi que la justification technique prouvant l'intempérie.

Elles ne sont prises en compte que pour la part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries. Elles cessent d'être prises en compte pour les travaux à réaliser à l'intérieur des locaux mis hors d'eau et hors d'air

A cet effet, chaque Titulaire doit signaler au Maître d'œuvre les journées au cours desquelles le travail a été effectivement arrêté sur le chantier.

En cas de litige, seuls les bulletins de la station météo de Paris Saint-Germain des Prés seront pris en compte.

En aucun cas, le titulaire ne sera indemnisé pour cause d'intempérie

5.2.4 Suivi du calendrier d'exécution

Le constat d'avancement du chantier est hebdomadaire.

Pour cela, l'entreprise remettra au plus tard pour la réunion d'avancement hebdomadaire fixée par l'OPC, deux exemplaires de la feuille hebdomadaire de pointage des études et travaux sur laquelle il sera porté, pour la semaine écoulée :

- Les avances ou retards constatés ;
- Les motifs des retards ;
- Les prévisions de rattrapage ;
- Les effectifs présents sur le chantier ;
- Les journées d'intempéries éventuelles.

En cas de retard constaté de l'entrepreneur par rapport au calendrier détaillé d'exécution, la maîtrise d'œuvre pourra imposer par ordre de service à l'entrepreneur de définir dans le délai de quatre (4) jours calendaires, les moyens à mettre en œuvre pour rattraper le retard.

A défaut par l'entrepreneur d'avoir satisfait à la demande de la maîtrise d'œuvre dans le délai susvisé, celle-ci lui notifiera par ordre de service un calendrier de rattrapage.

Dans les deux cas, l'entrepreneur devra adapter à ses frais l'organisation de l'exécution de des travaux et être amené si nécessaire à travailler en 2 huit ou 3 huit sans entraîner des perturbations sur l'exécution d'autres lots.

5.3 **PENALITES**

5.3.1 Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités pourront être appliquées dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités est plafonné à 20% du montant du marché.

Les pénalités sont, les cas échéants cumulables entre elles.

Les pénalités peuvent être appliquées sur simple constatation du manquement par le pouvoir adjudicateur et sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 19.2.4 et 19.2.5 du CCAG-Travaux. Leur montant sera retenu sur les sommes dues à l'entreprise.

Elles ne sont pas libératoires. Aussi, nonobstant l'application des pénalités, le Titulaire est tenu de remédier aux non-conformités constatées dans les délais prévus.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

5.3.2 Pénalités pour retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents (y compris compte-rendu article 13 CCAP et informations/documents article 14 CCAP)

En cas de dépassement des délais fixés au marché ou au compte rendu de chantier pour la remise des pièces prévues au marché pendant la période de préparation puis en cours de chantier (y compris les plans ou note de calcul d'exécution), le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard et par document est fixé à 200 €.

5.3.3 Pénalités en fin de travaux

En application de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le montant de la retenue journalière intermédiaire en cas de retard sur le délai global d'exécution, sera de :

$$M / 3000$$

Où : M est le montant HT égale à la somme de la part forfaitaire du marché et du montant du DQE de l'offre.

5.3.4 Retenues intermédiaires et pénalités définitives

Conformément à l'article 19 du CCAG-Travaux, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées en cas de retard dans l'exécution des tâches critiques figurant au calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4.2.4 du présent CCAP ou de tâches devenues critiques, sur simple constatation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le montant de la retenue journalière intermédiaire sera de:

$$M / 3000$$

Où : M est le montant HT égale à la somme de la part forfaitaire du marché et du montant du DQE de l'offre.

Cette constatation est consignée dans le procès-verbal de chantier. Ces retenues peuvent être transformées en pénalités définitives si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- ou le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- ou le titulaire - bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai - a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots/marchés.

5.3.5 Mise en place des installations de chantier

En cas de retard dans le délai de mise en place, mise en conformité ou modification des installations de chantier, notamment celles qui pourraient induire un trouble au voisinage, mais aussi en cas de retard dans la demande d'accès au site auprès du logisticien visée dans la NOC (Notice d'organisation de Chantier – annexe 2 au présent CCAP), les entrepreneurs encourent l'application d'une pénalité calculée à raison de 300 € par jour calendaire de retard.

5.3.6 Repli des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repli des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par ces installations sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai notifié au titulaire à compter de la date de la notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-Travaux, sans préjudice de l'application éventuelle d'une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, le délai de 30 jours est ramené à 10 jours calendaires, après mise en demeure par simple lettre ou courriel.

5.3.7 Pénalités pour retard dans la remise des plans d'exécution

En cas de retard, constaté par le Maître d'œuvre par une entreprise dans la production de tout ou partie de ses plans d'exécution qui remettrait en cause le calendrier de production des plans, il sera appliqué à l'entreprise une pénalité pour retard intermédiaire et pour retard de démarrage et fin de tâches, égale à 150 euros par document et par jour calendaire de retard.

5.3.8 Pénalités pour absence du responsable de chantier

Il est rappelé au Titulaire que le bon déroulement de l'opération dans les délais impartis, oblige la présence effective d'un responsable ou chef de chantier sur le site à temps complet.

Ce dispositif permet une gestion efficace du personnel de l'entreprise sur le chantier et permet à l'entreprise de répondre immédiatement aux besoins urgents et spécifiques que le Maître d'ouvrage, l'OPC ou le Maître d'œuvre pourraient avoir à résoudre pendant l'exécution des travaux.

En cas d'absence du responsable ou chef de chantier sur le site pendant la phase travaux, le Titulaire encourt une pénalité qui sera de 300 € par jour d'absence.

5.3.9 Pénalités pour documents nécessaires à l'OPC remis en retard

Le titulaire encourt une pénalité en cas de retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement, à la coordination temporelle ou technique des travaux de 500 € par document et par jour calendaire.

5.3.10 Pénalités pour absence ou retard au rendez-vous de chantier

Chaque absence non justifiée ou retard aux rendez-vous de chantier de maîtrise d'œuvre, d'études, de coordination et de pilotage, de visite de chantier ou toute autre réunion où le Titulaire aurait été convoqué pourra être sanctionnée par une pénalité forfaitaire de 500 € par absence ou retard.

5.3.11 Pénalités pour non-respect des remarques du coordonnateur SPS

Le non-respect ou le refus de mettre en conformité les travaux, les matériaux ou les remarques du coordonnateur SPS seront sanctionnés par une pénalité de 300 euros par jour calendaire aux entrepreneurs contrevenants et sans préjudice de l'incidence de coût de l'exécution de ces dispositions par un tiers.

L'entrepreneur s'engage à saisir sans délai le représentant du Maître d'Ouvrage en cas de tout accident survenant à l'un de ses salariés employés sur le chantier. Tout manquement à cette obligation sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 500 euros.

5.3.12 Pénalités pour défaut de nettoyage

Tout retard dans le nettoyage du chantier et/ou du monument en exploitation et dans l'évacuation de gravois en dehors du chantier ou toute thématique évoquée à l'article 4.2.2 de la NOC (Notice d'Organisation de Chantier – annexe 2 au présent CCAP) pourra être sanctionné par une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard. Le délai pourra être fixé par compte rendu de chantier ou par courriel du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre.

5.3.13 Pénalités pour manquements au respect des règles d'hygiène et de sécurité

Tout manquement ou absence d'observation des règles d'hygiène et sécurité de la part du titulaire sera sanctionné par le maître d'œuvre. Sont compris (liste non exhaustive) :

- Les non-respects des clauses du PGC mis à jour ;
- Les non-respects du délai de production de PPSPS ou de celui de son sous-traitant ;
- Les non-respects ou refus de mises en conformité les travaux, les matériaux ou les remarques formulées par le coordonnateur SPS. ;
- Modification sans autorisation, d'échafaudages ou installations de protections collectives.

Dans ce cas, le titulaire est passible d'une forfaitaire journalière jusqu'à lever du manquement.

Ces pénalités sont encourues sur simple constat par le maître d'œuvre ou du Coordonnateur SPS.

Les pénalités sont calculées sur la base d'un montant de 250 € par manquement par jour calendaire. Ces pénalités seront déduites des situations de l'entreprise.

La consigne sera notifiée sur un registre journal. Elle donnera 4 jours de mise en demeure avant l'application de la pénalité, qui sera, en cas de non-respect, appliquée à partir du jour de l'inscription de la consigne.

5.3.14 Pénalité pour élément du chantier détérioré

Si un élément de clôture, de signalisation, de déviation ou tout autre ouvrage provisoire liée au chantier est détérioré ou déplacé et n'assure plus de ce fait sa fonction, le Maître d'œuvre notifiera au titulaire une injonction pour sa réparation ou son remplacement, en fixant un délai en fonction du danger. Au besoin, le titulaire fera appel, à ses frais, à l'entreprise ayant réalisée l'ouvrage. Le non-respect du délai donnera lieu l'application d'une pénalité de 250 € par jour calendaire à partir du premier jour de retard.

A défaut, le Maître d'ouvrage se réserve la capacité d'ordonner la réparation à un tiers et d'en faire porter le coût au titulaire responsable.

5.3.15 Pénalité pour retard dans la levée des réserves

En cas de retard dans la levée des réserves, le montant de la retenue journalière, sera de :

$M / 5000$ où : M est le montant HT global du marché (le montant global est égal à la somme de la DPGF + le montant des commandes imputées sur la partie accord-cadre).

5.3.16 Protections complémentaires

Une entreprise créant un décalage dans le calendrier d'exécution des travaux, ayant pour conséquence une coactivité non répertoriée, aura à sa charge les moyens de protection collectifs rendus nécessaires.

5.3.17 Pénalité pour manquement

En cas de mauvaise exécution des prestations, imputable au titulaire, ne faisant pas l'objet d'une des pénalités de l'article 5.3.2 à 5.3.16, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de 300 euros par manquement constaté, et par jour calendaire.

5.3.18 Autres pénalités

Les pénalités ci-après seront appliquées de plein droit, par jour calendaire de retard, sur simple constatation du maître d'œuvre, de l'OPC ou du coordonnateur SPS :

- Absence de justificatif des actions que le titulaire a engagées pour prendre en compte les remarques le concernant dans le compte rendu de chantier, et/ou absence de réponses aux questions qui lui sont posées : 200 € HT par jour calendaire de retard à compter du jour de la réunion suivante à la réunion ayant fait l'objet du compte rendu de chantier.
- Bruits de chantier en cas de non-respect des plages horaires aménagées en accord avec les intervenants : 500 € HT par manquement par jour calendaire
- Dépôt de matériel, terres, gravois hors zones prescrites : 300 € HT par jour calendaire.
- Dépôt de déchets dans une benne non appropriée : 400 € HT par manquement
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 1500 € HT par jour calendaire.
- Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus et fiches modificatives : 500 € HT par jour calendaire.
- Stationnement en dehors des zones prévues à cet effet : 100 € HT par véhicule par jour calendaire
- Non-respect des horaires de travail autorisés : 350 € HT par manquement par jour calendaire
- Non tri des déchets : 1500 € HT
- Absence de l'homme de manœuvre : 500 € HT par jour calendaire
- Défaut d'éclairage des circulations chantier : 150 € HT par jour calendaire
- Démontage non autorisé des clôtures chantier : 1500 € HT par jour calendaire
- Non utilisation des installations sanitaires prévues : 150 € HT par jour calendaire

Il est rappelé que le maître d'ouvrage charge le maître d'œuvre et/ou l'OPC selon les cas, de constater les retards ou manquements précités qu'il consignera soit dans un compte rendu de chantier, soit dans un courrier électronique adressé au titulaire défaillant. Les pénalités pourront être appliquées au titulaire sur la base de ces constats, sans besoin de mise en demeure préalable, par déduction, sur toutes situations de travaux restant à payer au titulaire ou sur son mémoire définitif.

6 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 RETENUE DE GARANTIE

Il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % sur le montant de chaque acompte concernant la partie ordinaire du marché, ainsi que sur le paiement du solde, dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du code de la commande publique.

Aucune retenue de garantie n'est appliquée sur les bons de commande émis en exécution de la partie accord-cadre du marché.

Conformément à l'article R. 2191-36 du code de la commande publique, la retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande.

6.2 CESSION ET NANTISSEMENT

Les créances nées de l'exécution du marché public passé peuvent faire l'objet d'une cession ou nantissement en application de l'article R. 2191-45 du code de la commande publique. La notification prévue aux articles R. 2191-54 à R. 2191-58 du code de la commande publique devra être adressée à l'adresse mentionnée ci-après:

L'Agent Comptable de l'Etablissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale
Notre-Dame de Paris
Quai de l'Archevêché
75004 PARIS

6.3 AVANCE

6.3.1 Avance versée au titulaire

Pour partie ordinaire du marché

Sauf renonciation expresse de sa part dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au Titulaire si la partie forfaitaire du marché est de plus de 50 000 € HT et son délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5%.

Ce taux est porté à 20 % lorsque le Titulaire du marché public (ou le cotraitant concerné en cas de groupement) admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Pour le calcul de l'avance de la partie ordinaire du présent marché composite, la durée prévisionnelle des travaux qui sera prise en compte est de 36 mois.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute, pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché et se termine quand le montant des prestations exécutées atteint 80%.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

En application des dispositions des articles R. 2112-13 et R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique, son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Pour la partie accord-cadre du marché

Sauf renonciation expresse de sa part dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au Titulaire si le bon de commande est de plus de 50 000 € HT et son délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5%.

Ce taux est porté à 20 % lorsque le Titulaire du marché public (ou le cotraitant concerné en cas de groupement) admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Pour le calcul de l'avance sur les bons de commande émis en exécution de la partie accord-cadre, la durée prévisionnelle des travaux est la durée d'exécution prévisionnelle du bon de commande.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute, pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Pour les bons de commande dont la durée d'exécution est supérieure à 1 an, le remboursement de l'avance se termine quand le montant des prestations exécutées, objet du bon de commande, atteint 80% du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

En application des dispositions des articles R. 2112-13 et R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique, son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

6.3.2 Avance versée aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations de la partie ordinaire du marché ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le versement de cette avance, dont le montant est égal à 5% (ou 20% si le sous-traitant est une PME) du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués conformément à l'article R.2191-11 du code de la commande publique.

7 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

7.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre a le droit, à tout moment, de demander à l'entrepreneur les documents justifiant leur provenance et leur qualité.

La terminologie applicable aux matériaux et aux ouvrages est celle définie par l'AFNOR et le REEF.

Sous réserve de conformité avec les prescriptions du CCTP et acceptation du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, l'utilisation de matériaux, matériels, outillages et fourniture d'origine étrangère pourra être envisagée.

Cette possibilité sera valable pour tous produits en provenance de l'Union européenne et pour les produits d'autres provenances sous réserves formulées ci-après et respectant la réglementation en matière d'importation.

En tout état de cause, les produits concernés, quelle que soit leur origine, devront être conformes aux normes françaises ou avoir fait l'objet d'un avis favorable de la commission ad hoc du CSTB pour ce qui concerne les ouvrages de bâtiment.

Il reste entendu que le choix d'un produit d'origine étrangère ne saurait autoriser l'entrepreneur à se prévaloir d'un droit quelconque à déroger à ses obligations contractuelles, entre autres retard des travaux dû à un délai de livraison important ou refus d'autorisation d'importation, demande de majoration de prix du fait des cours des changes, des droits de douane, etc.

7.1.1 Matériaux traditionnels

L'exécution des travaux de technique traditionnelle devra, sauf mention particulière aux CCTC et CCTP, être conforme aux prescriptions :

- des Documents Techniques Unifiés et en particulier de leur :
 - Cahier des Charges ou Cahier des Clauses Techniques ;
 - Cahier des Clauses Spéciales ;
- des Règles ou Recommandations professionnelles ayant valeur de Cahier des Clauses Techniques, en l'absence de DTU.

Les fournitures devront répondre aux spécifications des normes françaises ou européennes en vigueur. Les DTU et normes applicables seront ceux dont le mois de prise d'effet, figurant sur le document, est antérieur de deux mois à celui du lancement de la consultation.

7.1.2 Matériaux et procédés non traditionnels ou nouveaux

L'emploi de matériaux, procédés ou équipements qui relèvent :

- d'une technique non traditionnelle, sera subordonné à la délivrance d'un « Avis Technique » par le CSTB, confirmé par une décision favorable de l'AFAC (Association

Française des Assureurs Construction) et souscription d'un avenant à la Police Individuelle de Base (PIB) de l'entrepreneur,

- d'une technique nouvelle sera subordonnée à l'existence d'un « Cahier des Prescriptions de Pose du fabricant » approuvé par un Bureau de Contrôle Technique, avec souscription par le fabricant d'une « Police Spéciale » et par les applicateurs agréés d'avenants à leur PIB.

8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

8.1.1 Conditions d'exécution des travaux

Chaque entrepreneur doit impérativement faire respecter à son personnel les prescriptions techniques et environnementales définies dans les documents techniques du marché et notamment dans le Plan Général de Coordination annexé au présent CCAP.

En outre, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées notamment par :

- Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur ;
- L'exécution simultanée d'autres travaux ;
- etc.

L'entrepreneur doit prendre les plus grandes précautions pour que les travaux n'apportent pas de nuisances (bruits, salissures, détériorations, difficultés d'accès, etc.) et en particulier en ce qui concerne la protection du public.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux riverains pendant la durée de l'opération toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur technique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.) ;
- odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, etc.) ;
- poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois ;
- détritux divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements ;
- sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps,
- etc.

8.1.2 Clauses relatives au personnel

8.1.2.1 *Contrôle du personnel*

Le titulaire se porte garant de son personnel et de ses sous-traitants en termes de responsabilité civile.

Le titulaire est responsable des moyens et méthodes utilisés par son personnel et ses sous-traitants pour assurer leur protection individuelle ou collective.

Il lui appartient donc, chaque fois que nécessaire, d'en référer à la personne chargée de la conduite du marché, de se conformer aux obligations qui lui sont prescrites dans cet article, notamment en matière de protection du public ou de sécurité du travail.

Par ailleurs, et en application de l'article 31.5.1 du CCAG-Travaux, le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous la direction du titulaire (y compris les sous-traitants), doivent porter dans l'enceinte du chantier et en permanence, une carte d'identité professionnelle sécurisée.

En application de l'article 48 du CCAG-Travaux, le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du marché.

8.1.2.2 Liste nominative du personnel

Dès la notification du marché en cas de prestations effectuées par une équipe constituée de façon permanente, ou 72 heures avant chaque intervention pour les travaux et autres types prestations, le titulaire fournit à la personne chargée de la conduite du marché la liste nominative du personnel affecté à son exécution accompagnée de la copie d'un justificatif d'identité en cours de validité.

Cette liste indique l'affectation, la qualité et le statut professionnel du personnel.

L'établissement public se réserve la possibilité de communiquer cette liste nominative aux autorités en charge de la sûreté et de la sécurité du site. En fonction du contexte sécuritaire, l'établissement public pourrait être amené à aménager les mesures prises et communiquera les nouvelles mesures relatives à la sûreté et la sécurité du chantier aux entreprises titulaires.

Le titulaire veillera à ce que la liste nominative transmise soit mise à jour régulièrement.

8.1.2.3 Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

En cas de défaut de production de ces pièces, le titulaire encourt une pénalité dans les conditions fixées à l'article 4.3.15. En cas de retard réitéré et après mise en demeure adressée par l'Etablissement public restée sans réponse dans un délai de 15 jours t, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 18 du présent CCAP.

8.1.2.4 Comportement du personnel

Les représentants du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre peuvent demander l'exclusion immédiate d'un salarié ou de toute personne ne respectant pas les règles relatives à la sécurité ou plus généralement de travail sur le chantier.

Doivent notamment être respectées les règles suivantes :

- interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées sur le chantier ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement ;
- interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- etc.

8.2 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES DOCUMENTS DE MARCHE

L'entrepreneur est réputé avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux d'implantations des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages, et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance, et de leurs particularités (notamment les lieux d'implantation des installations de chantier) ;
- avoir procédé à une visite détaillée du site et avoir pris parfaite connaissance de toutes les sujétions relatives aux lieux de travaux, aux accès et aux abords, et à la nature des existants, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques et privées, stockages des matériaux, etc.) ;
- avoir contrôlé toutes les indications portées sur les documents du marché, celles données par les plans, les dessins de détail et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du Maître d'œuvre, et avoir pris tous les renseignements utiles auprès des Services Publics ou de caractère public (Service des Ponts et Chaussées, Services Municipaux, Service des Eaux, ERDF, GRDF, France TELECOM, etc.).

8.2.1 Connaissance des plans graphiques

L'ensemble des prestations graphiques et écrites et plans de détails établis par la maîtrise d'œuvre constitue des pièces de marché. Les compléments nécessaires à ces documents pour la réalisation des ouvrages, sont à la charge de chaque entreprise, ainsi que toutes les études d'exécution.

Chaque entrepreneur doit effectuer les compléments de relevés nécessaires à ses études d'exécution et devra la coordination de ses études avec les dispositions des ouvrages existants. L'entrepreneur doit effectuer toute enquête technique complémentaire nécessaire à ses études d'exécution telle que : descentes de charges, schémas fonctionnels des équipements, analyse des performances des équipements (débits, puissance pertes de charges, etc.).

Tous les documents graphiques et écrits non joints dans les pièces du marché, mais nécessaires à la réalisation des travaux, (plans d'exécution et de réservations, plans d'atelier et de chantier etc.) sont à la charge des entreprises.

8.2.2 Gestion électronique des documents

Un système de gestion électronique des données (GED) est mis en place sur le chantier.

La gestion de la GED sera assurée par l'OPC.

La mission de GED manager est confiée à l'OPC. Après une phase d'audit des besoins, le GED manager élabore le cahier des charges fonctionnel de la GED (nature des profils et droits correspondants, circuits de validation par type de document et opération, codification et règles de communication). Il procède ensuite au paramétrage fonctionnel de la solution.

La mission de DOC controller est également assurée par l'OPC. Il est chargé de l'administration fonctionnelle de la GED, comme le paramétrage et la gestion des droits d'accès, de la formation des nouveaux utilisateurs (tutoriel), et de la hotline d'assistance. Au quotidien, il procèdera au contrôle du respect du formalisme des documents déposés par les intervenants sur la GED avant leur mise à disposition aux autres intervenants. Ce contrôle porte notamment sur la codification des documents et le format des fichiers, sur la base des procédures arrêtées en début de mission.

Le Titulaire est tenu de travailler et collaborer avec les autres intervenants à l'aide de la GED. Il devra déposer l'ensemble de ses documents ou courriers sur la GED seuls seront transmis en format papier et en quatre exemplaires tous les plans au-dessus du format A3.

Le titulaire participera sur la GED au processus de validation des documents d'exécution.

Il appartiendra à l'entreprise de s'équiper (ordinateur et connexion internet) et de se rapprocher du doc controller afin de former ses agents pour pouvoir accéder à cette plateforme.

L'usage de la GED concerne notamment :

- Le dépôt de l'ensemble des documents d'exécution (avec liste prévisionnelle et date de diffusion et de validation) : plans exécution, notes techniques, modes opératoires, PPSPS, fiches techniques, etc. ;
- Le dépôt de l'ensemble des documents de la synthèse avec liste prévisionnelle et date de diffusion et de validation) ;
- Le visa électronique des plans et différents documents d'exécution par la MOE ;
- L'avis électronique des documents soumis au bureau de contrôle ;
- Le dépôt et l'instruction des Fiches questions réponse ;
- Le dépôt et l'instruction des Fiches de travaux modificatifs ;
- Les déclarations de sous-traitance ;
- Les bases documentaires :
 - o Armoire à documents (courriers, etc.) ;
 - o Dépôt des Comptes-rendus ;
 - o Dépôt des DOE et DIUO ;
 - o etc.

Le fonctionnement sera précisé lors de la réunion de lancement.

8.3 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

La période de préparation est comprise dans le délai global d'exécution des travaux. Sa durée est spécifiée à l'article 5.2 du présent CCAP.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- par les soins de l'OPC :
 - o Elaboration après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution énoncé à l'article 5.2.2. ci-dessus ;
 - o Mise au point du circuit du visa des plans d'exécution ;
- par les soins de l'entrepreneur :
 - o Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux en faisant ressortir les phases élémentaires d'intervention propres à sa spécialité, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28-2 du CCAG-Travaux ;
 - o Etablissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux et au présent CCAP ;
 - o Etablissement d'une notice indiquant les délais de fabrication ou de fourniture de tous les approvisionnements ;
 - o Etablissement d'une notice indiquant les difficultés propres à son corps d'état ;
 - o Etablissement par chaque titulaire d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), remis au coordonnateur au plus tard quinze jours à compter du début de la période

- de préparation ;
- Etablissement des fiches besoins propre aux installations de chantier ;
- Constitution de l'équipe de direction pour la conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier ;
- Désignation de la personne chargée de l'autocontrôle et établissement du processus d'autocontrôle à mettre en place ;
- Constitution de l'équipe chargée des études d'exécution.
- par les soins du coordonnateur SPS :
 - ouverture du registre journal et analyse des PPSPS ;
 - organisation d'une inspection commune avec les entreprises y compris leurs sous- traitants ;
 - mise en place du CISSCT.

8.4 PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DETAIL

Les entrepreneurs sont consultés sur la base d'un dossier comprenant des plans de projet et des spécifications techniques détaillées définissant le principe des ouvrages, qui sont ceux inclus dans les pièces du marché. L'entrepreneur a par conséquent à sa charge la réalisation des plans d'exécution des ouvrages (PEO) complémentaires qui doivent être portés au visa du maître d'œuvre et, l'entrepreneur gardant la responsabilité du projet de l'ouvrage. Il est spécifié que le visa des documents par le maître d'œuvre laisse à l'entrepreneur la totalité de la responsabilité pour ce qui est de la conception et de l'exécution des travaux.

Sur la base des documents signés du marché (pièces graphiques et pièces écrites) établies par la maîtrise d'œuvre, chaque entrepreneur doit, pour le lot qui le concerne, établir à ses frais et sous sa responsabilité conformément aux dispositions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les plans de réservations, les notes de calculs et notes techniques, les plans de fabrication et de chantier et tous documents non listés mais nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages.

Les plans d'exécution, schémas, plans de détails, plans de réservation, notes techniques, notes de calculs seront soumis au visa du maître d'œuvre, suivant la cadence, les modalités de diffusion et le schéma de circulation des documents qui seront mis au point en accord avec le maître d'œuvre au cours de la période de préparation.

En application de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du maître d'œuvre, sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler ; refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

L'entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'œuvre, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Chaque entrepreneur est tenu de :

- signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans,
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre, tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres plans.

Les documents établis par l'entrepreneur ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions du marché, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

Si à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du maître d'œuvre, ce dernier est conduit après contrôle à faire des observations et/ou des réserves fondées nécessitant une reprise du ou des plans par l'entrepreneur, en aucune manière cette reprise ou mise à jour de plans ne doit remettre en cause le planning des études et ne doit engendrer une rémunération supplémentaire pour reprise d'étude.

Seules les reprises d'études résultant de modifications apportées par le maître d'œuvre postérieurement à la date d'établissement des plans initiaux pourront faire l'objet d'une rémunération supplémentaire.

8.4.1 Production des plans d'exécution

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- des notices explicatives et justificatives ;
- des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés ;
- des méthodes d'essais éventuels ;
- du mode d'exécution et phasage ;
- de la nomenclature des composants.

Notes de calcul : les notes de calculs devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension. Seules les unités du système international seront utilisées.

Toute formule utilisée devra être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. La maîtrise d'œuvre pourra exiger la fourniture des dites publications.

Chaque entrepreneur a la charge de la fourniture de chacun des documents visés dans le présent article, dès lors qu'ils doivent conduire à un visa du maître d'œuvre, du contrôleur technique et du coordonnateur SSI.

Chaque document sera fourni en 5 exemplaires tirages papier noir plié et un support informatique étant précisé que les plans seront établis obligatoirement informatiquement au format DWG.

Tous les plans devront comporter leur propre numéro d'identification. Ces numéros seront fournis, à la demande, par le Maître d'œuvre, ainsi que les feuilles correspondantes de nomenclature des documents établis, que l'entrepreneur remettra dûment renseignés.

Les plans généraux (plans d'ensemble et d'implantation) seront réalisés au format DWG.

En fin d'opération, à la remise du DOE, l'entrepreneur fournira, pour ces plans, un support informatique, au format DXF ou DWG et PDF.

8.4.2 Circulation des PEO

Les PEO devront être obligatoirement transmis pour V.S.O. ou V.A.O. au Maître d'œuvre, et le cas échéant,

- au Bureau de Contrôle,
- au coordonnateur SSI.

Les observations sur les PEO seront centralisées pour transmission à l'entrepreneur par le maître d'œuvre.

8.4.3 Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, les dispositions particulières relatives au dossier des ouvrages exécutés du présent marché sont les suivantes :

Le titulaire remettra au maître d'œuvre un exemplaire papier et un exemplaire sur support clef USB, de tous les plans et schémas des ouvrages exécutés le jour des opérations préalables à la réception.

Dans le délai d'un mois après la validation par le Maître d'œuvre, l'entreprise titulaire du marché remettra au Maître d'ouvrage une série complète de plans et documents conformes à l'exécution, constituant le dossier des ouvrages exécutés.

Pour rappel, toutes les documentations, spécifications, et notes techniques sont rédigées en langue française.

Ces dossiers sont à remettre en **5 exemplaires papier et 1 exemplaire numérique sur support informatique (clé USB)**.

L'exemplaire numérique du DOE comprend l'ensemble des documents, y compris les pièces graphiques (aux formats DWG ou DXF et PDF), organisés à l'identique de la version « papier ».

Doivent notamment être joints au DOE les documents suivants :

- les fiches des contrôles et essais internes effectués pendant travaux,
- les procès-verbaux d'essais, établis suivant les modèles figurant dans le document technique en vigueur,
- les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essais et de mise en service, délivrés par les services publics ou concédés,
- les attestations de conformité ou de procès-verbaux d'essais de réaction au feu, des matériels et matériaux mis en œuvre,
- les schémas, plans d'ensemble ou de détail des ouvrages des installations et des matériels,
- notices et guides de fonctionnement, de conduite, de maintenance et d'entretien des installations et des matériels, en langue française,
- la nomenclature des pièces de rechange avec désignation complète, références, fournisseurs et adresses,
- les notes de calculs,
- les notices techniques de matériels.

Présentation :

a) Documents papier

Tous les documents seront remis au format A4 (les documents d'un format supérieur seront pliés au format A4). Les couvertures des classeurs, chemises et autres seront identifiées par une feuille au format A4 collée comportant l'identification du Maître d'ouvrage.

b) Plans

Tous les plans seront aux formats normalisés : A0 – A1 – A2 – A3 – A4. L'entreprise s'assurera de la conformité des plans et schémas avec l'ouvrage exécuté.

c) Repérage des DOE

Le repérage des DOE doit être cohérent avec la codification des documents émis au cours de la construction. Ils doivent porter le cachet : « DOE conforme à l'exécution » la date et le visa du Maître d'œuvre.

Ce dossier sera présenté en boîte d'archives.

Les entrepreneurs ont l'obligation d'instruire et de former pour la mise en exploitation, le personnel technique et de service de l'établissement. Les modalités de cette obligation seront définies en temps voulu en accord avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre. Cette formation peut intervenir durant le délai global d'exécution et/ou pendant la période de garantie à l'initiative du Maître d'ouvrage.

8.4.4 Etudes de synthèse technique des réseaux

Sans objet.

8.4.5 Procédure des visas

Le Maître d'œuvre vise les plans sous l'angle de la conformité des études d'exécution au dossier marché. Ce visa est électronique et effectué sur une GED. Les dispositions pratiques de ce visa seront précisées en phase de préparation de chantier.

En conséquence :

- le visa des plans d'exécution par le Maître d'œuvre ne peut être interprété comme une acceptation de règlement de travaux supplémentaires ou de modifications que le titulaire a pu y faire figurer, ni comme l'entérinement d'ajustements ou de changements du montant du marché, du délai d'exécution et/ou de toute date jalon, ou de toutes autres dispositions du marché,
- le visa d'un plan d'exécution ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité en ce qui concerne les erreurs ou omissions que ce plan peut contenir, l'exécution correcte des ouvrages ou la fourniture des matériaux ou les travaux requis par le marché comme indiqué sur ce plan de détail d'exécution ou plan d'atelier ou de chantier.

8.5 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

L'entrepreneur est réputé s'être informé auprès des services de l'inspection du travail dont dépend le chantier, des modalités d'application des textes concernant la protection de la main d'œuvre, les conditions de travail et maintiendra avec ces services des relations permanentes pour s'enquérir de l'évolution de ces modalités.

Les travailleurs étrangers doivent être munis de titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total d'ouvriers de la même catégorie employés par une entreprise donnée sur le chantier sera conforme à la réglementation en vigueur et le maximum de réduction possible de leur salaire sera également conforme à la réglementation en vigueur.

Le titulaire a l'obligation de remettre au pouvoir adjudicateur :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France,
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

8.6 ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

La Notice d'Organisation de Chantier (NOC) et le Plan Général du Chantier (PGC) sont annexés au présent CCAP.

8.6.1 Caractéristiques de l'installation de chantier

8.6.1.1 *Projet des installations de chantier*

Dans un délai de 10 jours calendaires à partir de la notification du marché, l'entrepreneur devra soumettre, à l'approbation de la maîtrise d'œuvre, de l'OPC et du coordonnateur SPS, ses besoins en termes d'installations de chantier et de stockage.

8.6.1.2 *Programme d'exécution des travaux*

Chaque entrepreneur devra soumettre au maître d'œuvre le programme d'exécution des travaux dans un délai maximal de 10 jours calendaires à compter du démarrage de la période de préparation. La maîtrise d'œuvre retournera ce programme à l'entrepreneur, soit revêtu de son visa, soit s'il y a lieu, accompagné de ses observations, dans un délai maximal de 15 jours calendaires.

8.6.1.3 *Journal de chantier*

Chaque entrepreneur est tenu d'ouvrir, dès le démarrage des travaux, un journal de chantier sur lequel seront consignés tous les renseignements relatifs à la marche de celui-ci et en particulier :

- le détail des équipes travaillant sur le site avec leurs tâches particulières et les noms des personnels,
- l'avancement et les cadences des divers travaux,
- la nature et la cause des arrêts de chantier,
- les contrôles effectués par lui-même.

8.6.2 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

8.6.2.1 *Cantonnement de chantier*

La note d'organisation de chantier annexée au présent CCAP précise les modalités retenues en termes d'installation de chantier et de leur entretien.

8.6.2.2 *Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier*

Le chantier est soumis aux dispositions du code du travail notamment au sein de son Titre III : Bâtiment et génie civil, Chapitre 2 Coordination lors des opérations de bâtiment et de génie civil.

8.6.2.3 *Mission du Coordonnateur SPS désigné par le Maître de l'Ouvrage.*

Le coordonnateur SPS a pour mission de veiller à l'application des principes généraux de prévention énoncés à l'article L.4121-1 à L.4121-5 du Code du Travail. Sa mission a pour but de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises sur le chantier.

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants à l'opération, et notamment celle de l'entreprise, des cotraitants et sous-traitants.

L'entreprise doit permettre au coordonnateur SPS d'exercer sa mission telle que définie par les textes mentionnés ci-dessus relatifs à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre. Il est présent sur le chantier

dans les conditions fixées par le maître d'ouvrage. Il organise avec le maître d'œuvre et avec chaque entreprise les relations qui sont nécessaires à l'exercice de sa mission. Il assiste à toutes les réunions de chantier. L'entreprise transmet au coordonnateur toutes les remarques de la maîtrise d'œuvre et les observations des organismes concernant l'hygiène et la sécurité.

Tout travail qui n'est pas réalisé suivant les prescriptions du PGC ou des PPSPS peut justifier l'ajournement total ou partiel des travaux avec l'application des pénalités s'y rapportant.

Le respect de ces dispositions s'impose également aux sous-traitants.

8.6.2.4 Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC)

Le chantier est soumis à l'obligation du PGC annexé au présent CCAP, conformément aux dispositions du code du travail relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'entrepreneur qui recourt à un ou plusieurs sous-traitant(s) doit remettre à celui-ci (ceux-ci) un exemplaire du PGC.

8.6.2.5 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis, conformément aux dispositions du Code du Travail introduites par le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, à l'obligation de PPSPS.

L'entrepreneur et chacun de ses sous-traitants doit procéder et participer avec le coordonnateur SPS à l'inspection commune puis établir et diffuser le PPSPS dans le délai prévu ci avant. A défaut, la pénalité prévue au présent CCAP sera appliquée. Un exemplaire, à jour, du PPSPS doit être tenu disponible en permanence sur le chantier.

Le sous-traitant dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le titulaire pour établir le PPSPS et le remettre au coordonnateur SPS. Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste des travaux comportant des risques particuliers, prévue par L. 4532-8 du Code du Travail.

8.6.2.6 Collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 8 du chapitre VIII, au titre du livre du Code du Travail introduite par le décret n° 95.543 du 4 mai 1995 relatif au collège interentreprises de sécurité de santé et des conditions de travail (CISSCT).

En conséquence, l'entrepreneur et chacun de ses sous-traitants sont tenus de participer au CISSCT, présidé par le coordonnateur SPS et de se soumettre aux règles particulières qu'il prescrira.

Toutes les entreprises doivent participer au CISSCT dès leur intervention sur le chantier.

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants. L'entrepreneur principal doit communiquer à son ou ses sous-traitants le règlement du CISSCT.

8.6.2.7 Dispositions relatives au DIUO

En cours de chantier, et dès que les dispositions nécessaires sont arrêtées, chaque entrepreneur, est tenu de

définir, réunir et transmettre au coordonnateur SPS en 3 exemplaires, les éléments nécessaires à la constitution du « dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage » (DIUO).

Ces éléments, correspondent notamment aux grandes catégories suivantes :

- dossier de maintenance des lieux de travail :
 - éclairage : niveau d'éclairement, règles d'entretien ;
 - équipement électrique : installations, vérification initiale ;
 - aération assainissement : dispositions de ventilation, règles d'utilisation et d'entretien ;
 - désenfumage : installation, vérification initiale, règles d'utilisation et d'entretien.
- dispositions particulières relatives aux travaux ultérieurs sur l'ouvrage :
 - notice d'entretien des matériels et matériaux mis en œuvre, périodicité ;
 - dispositions prises lors de mise en œuvre pour la maintenance des matériels (accessibilité, faisabilité du démontage) ;
 - méthodologie relative aux accès pour vérification et maintenance (mise en place de moyens d'accès et de protection selon nécessité) ;
 - méthodologie de démontage et remplacement ;
 - caractéristiques précises des éléments installés en vue de l'entretien (dispositifs d'accès et de protection, rails, anneaux d'amarrage ou de levage, etc.).

Dès que possible et avant la réception des ouvrages, l'entrepreneur mettra à la disposition du maître d'ouvrage, en plus des exemplaires qui lui sont destinés, un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés destiné à être joint au DIUO.

8.7 CONSTAT D'HUISSIER

Sans objet

8.8 DEGRADATIONS SUR EXISTANT

Chaque entrepreneur prendra soin de faire constater au maître d'œuvre les dégradations et l'état de l'existant avant son intervention dans une zone.

En cas de constat de dégradation, à tout moment du chantier, le maître d'œuvre désigne sans recours possible de celui-ci le responsable de cette dégradation en fonction des données dont il dispose. Les frais de réparation seront imputés au responsable.

8.9 EXECUTION DES TRAVAUX

8.9.1 Rendez-vous de coordination – rendez-vous chantier -réunions de synthèses architecturales

L'entrepreneur assiste aux rendez-vous de chantier de maîtrise d'œuvre et de coordination OPC, et de visites de chantier.

Il est tenu également d'assister aux rendez-vous exceptionnels organisés hors de ceux précités et pour lesquels il sera régulièrement convoqué.

L'entrepreneur devra assister aux réunions de synthèses architecturales et fournir tous les documents nécessaires à la réalisation de cette synthèse.

Il est tenu sur le chantier un cahier de chantier sur lequel sont enregistrés les procès-verbaux de rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des présents, et sur lequel le maître d'œuvre inscrit toutes instructions ou observations ne faisant pas de sa part l'objet de notifications écrites par une voie différente.

L'entrepreneur est tenu, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur ledit cahier.

La présence de l'entrepreneur aux rendez-vous de chantier et aux réunions de coordination étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité et mention du fait est portée sur le cahier de chantier visé ci-après et ce, sans préjudice des pénalités citées dans le présent CCAP.

La liste des personnes devant représenter les différentes entreprises sera soumise, pendant la période de préparation, à la maîtrise d'œuvre, à l'OPC et à la maîtrise d'ouvrage.

L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution, des dispositions du présent article et des dommages en résultant.

De plus, des réunions seront organisées avec le coordonnateur SPS, l'OPC et le cas échéant avec le bureau de contrôle et le coordonnateur SSI. L'ensemble des intervenants sur le chantier devra également y participer.

Les réunions, discussions ainsi que les correspondances se dérouleront en français. Il appartient à l'entrepreneur de désigner une personne ayant la maîtrise de la langue française.

L'organisateur de la réunion établira le compte rendu de cette réunion.

8.9.2 Etat des lieux - Réception des supports

En cours de travaux, la réception des supports et l'état des lieux feront l'objet d'un constat rédigé par l'entreprise nouvelle et signé par la ou les entreprises livrant les lieux ou les ouvrages. Ce constat prendra place comme une tâche de réalisation des ouvrages, dans le calendrier détaillé d'exécution. Tout retard dans la réception des supports sera donc considéré comme un retard sur la tâche à réaliser pour les entreprises livrant et pour celle réceptionnant. Afin d'assurer les reprises éventuelles à l'intérieur des délais affectés à la tâche, cette tâche interviendra au moins trois semaines avant la fin de la tâche en cours.

Chaque entreprise étant réputée connaître l'ensemble des travaux, de tous les marchés, elle est réputée remettre ses ouvrages dans des conditions acceptables à l'entreprise lui succédant.

Les litiges éventuels feront l'objet de déclarations éventuelles aux assurances respectives des entreprises.

En tout état de cause, aucune imputation financière ne sera répercutée auprès du maître de l'ouvrage, les entreprises en cause faisant leur affaire du règlement des conséquences du litige.

8.10 OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE

En dehors des emprises de chantier indiquées sur le PIC (annexe 1 du CCAP), les autorisations d'occupation temporaire du domaine public et les permissions de voirie devront être demandées par l'entrepreneur à l'autorité compétente et les indemnités seront à la charge de l'entrepreneur, par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-Travaux.

Le maître d'ouvrage doit être tenu informé du dépôt et des différentes phases d'instruction de chacune des demandes d'autorisation.

Des itinéraires obligatoires pour la circulation des véhicules peuvent être imposés par l'autorité compétente pour la desserte du chantier. Ils sont indiqués à l'entrepreneur avant démarrage du chantier. Au cours des travaux, ces itinéraires peuvent être modifiés selon les besoins et notifiés à l'entrepreneur sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

8.11 MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE CHANTIER

L'article 33 du CCAG-Travaux est applicable.

8.12 DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-Travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques seront à la charge de l'entrepreneur responsable.

8.13 PROTECTION

8.13.1 Protection des existants et avoisinants

L'entreprise doit prendre toutes dispositions afin de ne pas endommager les bâtiments, ouvrages et plantations, et d'une façon générale, l'environnement et ce, afin de ne causer aucun dommage aux tiers.

8.13.2 Protection des ouvrages exécutés

Il importe que chaque entreprise ait le respect des travaux exécutés par les autres corps d'état et assure la protection de ses propres ouvrages et de ses matériaux contre les dégradations prévisibles provenant du déroulement du chantier.

Les réparations ou remises en état qui s'avèreraient nécessaires seront exécutées dans les délais les plus courts selon les instructions du maître d'œuvre et imputées au compte des entreprises responsables.

A défaut de détermination du responsable, le coût sera supporté par l'entreprise titulaire du marché de l'ouvrage détérioré.

8.14 CHAUFFAGE DE CHANTIER (PRECHAUFFAGE)

Sans objet.

8.15 RESPONSABILITE DES OUVRAGES (DETERIORATIONS OU VOL)

Chaque entreprise est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, même s'ils sont utilisés provisoirement pour les besoins du chantier.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder la bonne marche des travaux quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Il est formellement convenu que la responsabilité du maître de l'ouvrage ne pourra en aucun cas être recherchée pour notamment, vol, disparition ou vandalisme survenus au préjudice de l'entreprise sur ses

matériels et/ou installations et ce, jusqu'à réception de l'ouvrage et levée de toutes les réserves.

Il appartient en effet à l'entreprise de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde de ses matériels comme des installations et/ou ouvrages dans le temps de ses obligations contractuelles.

Les mesures adoptées par l'entreprise, ne doivent jamais constituer une gêne pour l'intervention des autres entreprises. Les dégradations inhérentes au chantier, telles que chaussées maculées aux abords de celui-ci, dégradations sur les voies publiques ou privées les desservant doivent être réparées sans délai par l'entreprise responsable.

8.16 NETTOYAGES

Conformément aux stipulations de l'article 37 du CCAG-Travaux, le chantier et ses abords doivent être maintenus propres et nets de tous déchets durant les périodes d'exécution.

Chaque entrepreneur est responsable du nettoyage de ses zones de travaux et du transfert de ses gravois et déchets jusques dans des bennes mises à disposition par le maître d'ouvrage sur des zones indiquées par l'OPC.

Ces bennes sont évacuées au fur et à mesure des besoins.

Après constat par le maître d'œuvre, signifié à l'entrepreneur, dès que le retard apporté à la réalisation de nettoyage et/ou évacuation de gravois et déchets, atteint deux jours, le maître d'œuvre peut, sans mise en demeure, faire procéder à ces opérations par toute entreprise de son choix, les frais en résultant étant supportés par l'entrepreneur déficient (par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux).

8.17 PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SUR LE SITE

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour éviter les souillures et pollution pouvant provoquer une dégradation du site et de son environnement (espace ou voirie, réseaux). Tous travaux de remise en état dus au non-respect de cette prescription seront à la charge de l'entrepreneur.

Dans le cas où les travaux nécessiteraient l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, l'entrepreneur devra prendre, à ses frais, risque et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ses moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne, imposée aux usagers et aux riverains.

Le maître d'œuvre pourra prescrire à l'entrepreneur, soit le remplacement ou la modification des moteurs ou appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit des limitations d'horaires d'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais de l'entrepreneur soit, après concertation avec l'entrepreneur, toute autre modification d'organisation susceptible de réduire ces nuisances.

8.18 CESSIION DE DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations du CCAG-Travaux en matière de cession de droits sur les résultats s'appliquent aux présentes et sont complétées par les stipulations suivantes.

Il est rappelé, que conformément aux stipulations de l'article 45.1 du CCAG-Travaux, les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des

prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite du maître d'ouvrage en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

Le titulaire cède à l'établissement public une autorisation plus large lui permettant d'exploiter les Résultats pour d'autres exploitations, dans le strict cadre des missions statutaires qui lui sont dévolues conformément à la loi n° 2019-803 du 29 juillet 2019 et au décret n° 2019-1250 du 28 novembre 2019.

Le Titulaire cède à l'EP-RNDP les droits de propriété intellectuelle (droits patrimoniaux d'auteur et droits voisins, en ce compris les droits du producteur de vidéogramme) suivants aux fins des exploitations visées ci-après :

Les droits d'exploitation concédés comprennent :

- Droit de reproduction : Le droit de reproduction inclut notamment le droit de reproduire, de faire reproduire, de fixer, d'enregistrer, de numériser, de digitaliser, d'éditer, d'établir tous originaux, doubles ou copies et de mettre en circulation, en tout ou en partie, les Résultats, ensemble ou séparément, sans limitation de quantité.
- Droit de représentation : Le droit de représentation inclut notamment le droit de représenter, de faire représenter, de distribuer et de diffuser, en tout ou en partie, les Résultats, ensemble ou séparément, à titre privé ou public, après de tout public, dans tous lieux, directement ou indirectement via toutes technologies sans limitation de quantité.
- Droit d'adaptation : Le droit d'adaptation, notamment par ajout, suppression, modification de tout ou partie des Résultats, pris ensemble ou séparément, par changement de cadrage, matière, couleur, forme, taille, incluant notamment le droit de traduire en toutes langues les Résultats, de compresser, de décompresser, d'incruster tout autre élément qu'elle qu'en soit la nature, d'intégrer les Résultats dans une autre œuvre, base de données ou banque de formation.

Les droits visés ci-dessus pourront être exploités par l'Etablissement public ou tout tiers autorisé par ce dernier, que les exploitations donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non (en ce compris le droit de diffuser, d'éditer et rééditer, d'exploiter, de louer, de prêter, de distribuer, de commercialiser les Résultats, en tout ou partie, ensemble ou séparément, ainsi que tous éléments reproduits ou fabriqués à partir des Résultats) et ce :

- Par tous moyens de reproduction, de représentation et de communication, connus et non encore connus à la date d'effet du contrat, actuels et futurs, physiques et virtuels, fixes et mobiles, et notamment tous moyens de communication électronique ou audiovisuel, y compris par GSM, 3/4/5G et ultérieurs, GPRS, câble et satellite, par voie hertziennne, réseaux LAN, WAN interconnectés ou non, ou de type internet (notamment, intranet et extranet), télévision numérique et/ou interactive, à la demande, par projection, sur tous services de communication au public en ligne, par toute technologie digitale ;
- Sur tous supports, connus et non encore connus à la date d'effet du contrat, actuels et futurs, physiques et virtuels, fixes et mobiles, sous toutes plates-formes, et notamment tous supports papier, magnétiques, optiques, numériques, informatiques, digitaux, télématiques, électroniques, audiovisuels de toute nature, supports photochimiques, pellicules, bandes magnétiques, audio et/ou vidéo, disquettes, CD-rom, DVD-rom, HD-DVD, Blu-Ray, clés USB ;
- Dans toutes les définitions et en tous formats ;
- Pour toute présentation au public, communication interne et externe, presse, édition, relations

publiques (dont notamment sous la forme de : ouvrages imprimés ou numériques (tels que publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), communiqué de presse ou dossiers de presse, outils d'information, de communication et de promotion notamment lettres d'information, rapports d'activité, supports de signalétique, affiches et cartons d'invitations, publi-promotionnel, ateliers et mallettes pédagogiques, communication aux donateurs et mécènes et/aux organismes ayant collecté les dons, présentation, projection et/ou diffusion dans le cadre de toutes manifestations publiques, expositions, conférences, séminaires, cours ou ateliers, etc.) ;

- Pour toute exploitation d'un programme audio, audio-visuel et/ou multimédia, notamment sous forme d'insertion/incorporation au sein d'une œuvre audio et/ou audiovisuelle ou multimédia, bases de données (notamment documentaires ou muséographiques) et/ou d'outils de médiation et ce pour toute exploitation, notamment mise à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables ou non sur tout type de terminaux mobiles (audio-guides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mp3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ; par tous modes d'exploitations y compris les droits dérivés et secondaires, et, notamment, pour une exploitation par télédiffusion (notamment par voie hertzienne, numérique ou analogique, terrestre ou mobile, câble, satellite de réception directe ou indirecte, internet ; payant ou non payant, pay per view, video on demand, télévision de rattrapage, tv connectée, etc.) ; sous forme de phonogrammes, vidéogrammes (notamment DVD/Blu Ray), y compris à des fins promotionnelles ou publicitaires.

Les droits ci-dessus sont cédés pour le territoire du monde entier pour la durée de validité desdits droits.

Le titulaire déclare et reconnaît que le ou les auteurs des Résultats consentent expressément aux exploitations susvisées ; il déclare et reconnaît que les exploitations susvisées ne portent pas atteinte aux prérogatives morales du ou des auteurs des Résultats.

L'Etablissement public s'engage à mentionner le nom du ou des auteurs, selon les cas, communiqués par le titulaire sur tout support reproduisant ou représentant les Résultats dans la mesure où cela est matériellement possible (ou toute autre mention équivalente, le cas échéant avec le logo du titulaire).

9 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans les pièces constitutives du marché (CCTG fascicules techniques, CCTP) sont assurés par l'entrepreneur suivant les directives et en présence du Maître d'œuvre. Ils sont effectués préalablement aux opérations préalables à la réception conformément au calendrier prévisionnel ci-annexé.

Par dérogation au 2^{ème} alinéa de l'article 38 du CCAG-Travaux, si le Maître d'œuvre, avec l'accord du Maître d'Ouvrage, demande pour les ouvrages des essais ou contrôles autres que ceux prescrits dans les documents contractuels du marché, ils sont à la charge du Maître d'Ouvrage si les résultats se révèlent favorables à l'entrepreneur et à la charge de celui-ci dans le cas contraire.

9.2 RECEPTION – LEVEES DES RESERVES

Le présent article déroge à l'article 41 du CCAG-Travaux.

9.2.1 Opérations préalables à la réception des travaux

Pour la partie accord-cadre

Le paiement du solde du bon de commande vaut réception des prestations objet du bon de commande.

Pour la partie ordinaire

Le Titulaire avise à la fois le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les prestations seront achevées.

Le titulaire, le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage procèdent alors à un état des lieux.

Le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. Cette réception est formalisée par un procès-verbal d'état des lieux, établi par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et signé par le maître d'ouvrage, le titulaire et le maître d'œuvre.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves.

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans le procès-verbal d'état des lieux, ce délai ne pouvant excéder trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un nouveau procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal d'état des lieux susmentionné.

9.2.2 Levée des réserves

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans le procès-verbal d'état des lieux ou, en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie défini à l'article 44.1 du CCAG-Travaux. Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

Les travaux à réaliser en vertu des réserves inscrites au procès-verbal d'état des lieux ou pour effectuer les remises en ordre dues au titre des garanties contractuelles ou légales seront exécutés par les moyens les plus rapides, dans le respect des dispositions du marché et de manière que la gêne ou le risque pouvant en résulter pour le maître d'ouvrage soit réduit au minimum. Les modalités de remise en état doivent en tout état de cause faire l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage et se dérouler dans le respect du règlement intérieur de fonctionnement de l'établissement.

Tous les frais liés directement ou indirectement à ces travaux sont à la charge de l'entrepreneur défaillant, y compris de déplacement et de séjour de l'entreprise suppléante.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une refaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

9.2.3 Engagements du titulaire

Le calendrier d'exécution fixe la durée de la période pendant laquelle chaque entrepreneur est tenu de :

- s'assurer que les travaux sont achevés ou en voie d'achèvement pour être reçus par le maître de l'ouvrage à la date fixée pour la réception et, à défaut prendre toute mesure corrective en accord avec le maître d'œuvre pour satisfaire aux exigences de la livraison,
- mettre à la disposition du maître d'œuvre, le personnel nécessaire à la composition d'une équipe de finitions généralement constituée d'ouvriers de chaque spécialité pour exécution, sous la direction d'un responsable désigné par le maître d'œuvre, des tâches de finitions et parachèvements,
- constituer, pour les remettre au maître de l'ouvrage, ainsi qu'il est dit à l'article 9.4.3 ci-avant, le dossier des ouvrages exécutés,
- initier le personnel de gérance et d'entretien du maître d'ouvrage à l'utilisation et à l'entretien courant du matériel, des ouvrages et installations, à compter s'il y a lieu du début de cette période et jusqu'à l'expiration d'une période de quarante-cinq jours (45) après la date de réception,
- prendre toutes dispositions pour obtenir tous les certificats de conformité techniques nécessaires et régler tous frais afférents aux opérations de contrôle ou de vérification,
- signaler aux administrations, organismes et services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de terminaison de chacune de ses interventions,
- effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir la mise en service des installations en temps voulu,
- se procurer et remplir les formulaires utiles, les faire signer par le maître de l'ouvrage et les remettre aux services et organismes intéressés,
- se tenir enfin à la disposition du maître d'œuvre, pour assister à toutes les réunions, participer à

toutes les visites destinées à obtenir et constater le parfait achèvement des travaux ainsi que la satisfaction aux spécifications du présent article devant permettre la demande au maître de l'ouvrage de la réception.

- Levées des réserves.

9.2.4 Réception spécifique pour les ordres de service notifiés entre la date de signature du procès-verbal d'état des lieux et la date signature de la décision de levée des réserves

Pour les ordres de services notifiés entre la date de signature du procès-verbal d'état des lieux et la date de signature de la décision de levée des réserves, une décision de réception spécifique est établie pour chaque ordre de service.

9.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

En cas de mise à disposition ou de prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, il sera fait application de l'article 43 du CCAG-Travaux.

En complément des dispositions de l'article 43.2 du CCAG-Travaux et préalablement à la mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, il sera procédé à un constat d'achèvement desdits travaux en présence de l'entrepreneur, du maître d'œuvre dûment convoqués par le maître d'ouvrage.

9.4 RECEPTIONS PARTIELLES

Il pourra être fait application de l'article 42 du CCAG-Travaux. A cet effet, chaque marché de la sous-opération SO_INST, objet du présent CCAP, pourra notamment faire l'objet d'une réception partielle.

Les procédures seront identiques à celles indiquées à l'article 9.2 du présent document.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-Travaux, la fixation par le marché (ou la décision d'affermissement) pour une tranche de travaux d'un délai d'exécution distinct du délai d'exécution de l'ensemble des travaux n'implique pas une réception partielle de cette tranche de travaux

9.5 GARANTIES LEGALES ET CONTRACTUELLES

Les périodes de garantie prévues à l'article 44 du CCAG-Travaux ont pour point de départ la date de prise d'effet de la réception.

Par dérogation aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG-Travaux, les périodes de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle ou d'une prise de possession anticipée, courent jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux. Elles courent depuis cette date, pendant :

1) Dix ans : durée de la présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :

- qui portent atteintes à la solidité de l'ouvrage ;
- qui affectent l'un des éléments constitutifs et rendent l'ouvrage impropre à sa destination ;
- qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment, que ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

2) Deux ans : au titre de la garantie de bon fonctionnement.

Cette garantie porte sur les éléments d'équipement dissociables, abandonnant ainsi la distinction entre gros et menus ouvrages. Cette garantie institue une présomption de responsabilité pesant sur les constructeurs en cas de mauvais fonctionnement d'un élément d'équipement qui peut être démonté sans porter atteinte aux murs, à la toiture et au sol.

3) Un an : au titre de la garantie de parfait achèvement.

Garantie à laquelle les titulaires de chacun des lots sont tenus et qui s'entend à la réparation de tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage ou le représentant du pouvoir adjudicateur, soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal d'état des lieux, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

10 MODIFICATIONS DU MARCHÉ

10.1 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Conformément à l'article 14.4 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre et le représentant du pouvoir adjudicateur, **30 jours au moins à l'avance** de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Sous réserve que le titulaire ait avisé le maître d'œuvre et le représentant du pouvoir adjudicateur, et sauf notification au titulaire d'une décision d'arrêter les travaux, le titulaire poursuit l'exécution du marché jusqu'à ce que les travaux exécutés jusqu'à l'augmentation limite fixée à l'article 14.3 du CCAG-Travaux.

Au-delà de cette limite, le représentant du pouvoir adjudicateur peut conclure un avenant avec le titulaire. Le titulaire est alors tenu d'exécuter les travaux à hauteur du montant fixé par l'avenant.

10.2 DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut notifier au titulaire une décision de diminution du montant des travaux. Les travaux en déduction sont toujours évalués aux prix portés dans la DPGF.

10.3 TRAVAUX SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de travaux / prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

10.4 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de la R. 2194-1 du code de la commande publique, il peut être fait application des clauses de réexamen stipulées ci-après.

- En cas d'évolution de l'organisation du chantier, notamment
 - les conditions d'intervention en protocole plomb : l'objectif du pouvoir adjudicateur consiste en un allègement des contraintes d'accès chantier au regard d'une évolution favorable des niveaux de pollution au plomb à l'avancement des travaux
 - les moyens de levage : l'objectif du pouvoir adjudicateur est d'envisager une dépose anticipée de la grue à tour vis-à-vis du calendrier prévisionnel des travaux (cf pièce du marché du présent CCAP)
 - l'adaptation des horaires de travail au regard des contraintes nouvelles du fonctionnement de la cathédrale (notamment travail le weekend ou de nuit ou modifications des horaires de travail en journée). Après seulement 4 mois d'exploitation de la cathédrale, le pouvoir n'est pas en mesure de fixer l'exhaustivité des contraintes d'intervention.
- L'article 3.1.4 du présent CCAP, prévoyant que des prix unitaires nouveaux puissent être ajoutés au bordereau des prix unitaires sans que la formalisation d'un avenant soit nécessaire constitue une clause de réexamen.

11 RESPONSABILITES ET ASSURANCES

11.1 RESPONSABILITES

D'une façon générale, le titulaire s'engage à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art et assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties fondées sur les principes édictés par les articles 1231-1 et suivants, 1240 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-6 du Code Civil et des risques mis à sa charge par l'article 1788 du Code Civil.

Les fabricants soumis à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature, corporels, matériels ou immatériels, directs ou indirects qui peuvent atteindre son personnel ou ses biens du fait de l'exécution du marché, quels qu'en soient la cause et le lieu de survenance de ces dommages.

Le titulaire garde définitivement à sa charge la responsabilité ainsi édictée à son encontre et renonce à tout recours contre le maître d'ouvrage, son personnel et ses assureurs. Il s'engage, en outre, à les garantir des conséquences des réclamations ou actions dont ils peuvent, de ce fait, faire l'objet. Il est à ce titre notamment tenu de garantir intégralement le maître de l'ouvrage de toute action qui serait intentée par tout tiers.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature, corporels, matériels ou immatériels, directs ou indirects, qu'il pourrait causer au maître d'ouvrage et à son personnel au cours de l'exécution du marché.

11.2 ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE TITULAIRE

11.2.1 Assurance de responsabilité décennale et des risques annexes

Le titulaire ainsi que les cotraitants s'il s'agit d'un groupement devront justifier de la souscription, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, d'une police de responsabilité décennale en capitalisation garantissant :

- leur responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil conformément à l'article L 241-1 du Code des Assurances et aux clauses types prévues à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du Code des Assurances,
- les risques d'effondrement ou de menace d'effondrement avant réception,
- la garantie de bon fonctionnement minimal de deux ans des éléments d'équipements au sens de l'article 1792-3 du Code Civil,
- les dommages immatériels consécutifs après réception découlant des alinéas ci-dessus ;
- les dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction hormis celles qui, totalement incorporées dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles et donc couvertes au titre des garanties obligatoires.

La garantie de responsabilité décennale au sens des articles 1792 et suivants du code Civil devra être acquise au jour de la déclaration d'ouverture de chantier. En cas de travaux ne relevant pas d'une déclaration d'ouverture de chantier, la date du commencement des travaux par le premier entrepreneur intervenant sur le chantier du Maître d'Ouvrage sera considérée comme date de référence.

La police s'appliquera sans restriction, ni limites, compte tenu à la fois des obligations figurant à son contrat d'assurance et des caractéristiques techniques de la mission confiée.

La garantie doit être acquise du fait des missions données en sous-traitance. L'ensemble des activités, y compris celles données en sous-traitance doivent être couvertes par la police souscrite.

En cas de travaux sur existants, la garantie devra impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par l'article L. 243-1-1 du Code des assurances et par l'annexe 1 de l'article A 243-1 du Code des Assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction, qui sont non totalement incorporées dans l'ouvrage neuf et techniquement divisibles.

Il devra également être précisé que les dommages aux ouvrages existants avant l'ouverture du chantier totalement incorporés dans l'ouvrage neuf qui en deviennent techniquement indivisibles sont également garantis.

Il devra également être précisé que les ouvrages neufs totalement incorporés et techniquement indivisibles de ces existants sont garantis au titre de la garantie légale.

En cas de travaux dits de techniques non courantes (techniques nouvelles ou non normalisées et/ou travaux de spécialités ou de caractère exceptionnel), chaque titulaire devra obtenir pour lui-même et sous-traitants l'avenant à la police nécessaire pour couvrir ces travaux ou procédés de technique non courante, chaque fois que les travaux de son lot sont concernés.

En présence d'un CCRD (cf. art. 11.3.2), les montants des garanties de premières lignes seront de :

- En matière de responsabilité décennale :
 - o 10 M€ par sinistre pour les titulaires des lots de gros œuvre, charpente, structure, étanchéité, fondation ;
 - o 6 M€ par sinistre pour tous les titulaires des lots de second œuvre.
- En matière de risques annexes :
 - o Risques d'effondrement ou de menace d'effondrement avant réception : 7 M€
 - o Garantie de bon fonctionnement minimal de deux ans des éléments d'équipements au sens de l'article 1792-3 du Code Civil : 2 M€
 - o Dommages immatériels consécutifs après réception : 2 M€
 - o Dommages aux existants divisibles : 2 M€.

11.2.2 Autres assurances individuelles

Le titulaire ainsi que les cotraitants devront justifier de la souscription, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, d'une police de responsabilité civile en vigueur pendant toute la durée du chantier, jusqu'à la dernière réception du dernier lot, couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux, quel qu'en soit le fondement juridique, délictuel, quasi délictuel ou contractuel ou extra contractuel.

Il est entendu que seront notamment considérés comme tiers le Maître d'Ouvrage, le maître d'œuvre, leurs représentants, les autres entreprises intervenant dans le cadre de l'opération, les consultants, les vendeurs et les visiteurs, plus généralement les utilisateurs d'ouvrage.

Ces garanties doivent être étendues :

- aux dommages causés aux parties anciennes de la construction sur, sous, ou dans lesquelles sont exécutés les travaux neufs, ainsi qu'aux biens mobiliers s'y trouvant, notamment par accident, incendie, explosion, eau et vol du fait de l'exécution des prestations objet du marché ;
- aux dommages pouvant atteindre les avoisinants du fait de l'exécution des prestations objet du marché ;
- les dommages immatériels consécutifs ou non à un risque garanti tels que les dommages immatériels consécutifs à un dommage de nature décennale, et les activités sous-traitées.

Les montants exprimés aux articles ci-dessous ne constituent pas une limitation de responsabilité du titulaire.

Les garanties visées aux articles ci-dessous devront rester valides et sans interruption ni modification pendant toute la durée du projet et au moins un an (1) après la réception.

De même, le titulaire et ses cotraitants s'engagent à ne rien faire qui puisse rendre lesdites polices nulles ou annulables ou de nature à permettre à l'assureur de lui opposer une clause d'exclusion ou encore de permettre à leurs assureurs de limiter leur couverture en deçà des montants de couverture demandés.

En outre, elles s'engagent :

- à déclarer l'ensemble des activités mises en œuvre dans le cadre du marché de travaux à son assureur ;
- à déclarer à l'assureur le coût prévisionnel de l'ouvrage ;
- à payer les primes dues au titre du contrat.

11.2.2.1 Assurance Responsabilité Civile Exploitation, pendant travaux ou avant réception

En cas de groupement d'entreprises titulaires d'un même marché, les montants exprimés ci-après s'entendent pour chaque membre du groupement.

Les montants de garanties minimums attendus par sinistre sont les suivants :

- Tous dommages confondus dont dommages immatériels consécutifs : 8 M€ ;
- Dont dommages matériels et immatériels consécutifs : 1,5 M€ ;
- Dont dommages immatériels non consécutifs : 0,5 M€.

11.2.2.2 Assurance Responsabilité Civile Professionnelle, après réception

En cas de groupement d'entreprises titulaires d'un même marché, les montants exprimés ci-après s'entendent pour chaque membre du groupement.

Les montants de garanties minima par sinistre et par année attendus sont les suivants :

Responsabilité civile professionnelle/ RC après réception : montants minimums par sinistre et par année :

- Tous dommages confondus dont dommages immatériels consécutifs : 8 M€
- Dont dommages matériels et immatériels consécutifs : 1,5 M€
- Dont dommages immatériels non consécutifs : 0,5 M€

11.2.3 Dispositions communes aux articles 11.2.1 et 11.2.2

11.2.3.1 Attestations

Dans les 30 jours suivant la notification du marché et en tout état de cause avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les cotraitants doivent justifier au moyen d'attestations originales de leur(s) assureur(s) qu'ils sont bien titulaires des garanties énoncées ci-dessus aux articles 10.2.1 et 10.2.2. étant précisé

que pour la garantie de responsabilité décennale, il est attendu une lettre d'intention de la compagnie d'assurance de délivrer une attestation RCD nominative sous réserve de la souscription d'un CCRD.

En cas de défaut de fourniture des attestations demandées ci-après, ou d'insuffisance, le Maître d'Ouvrage peut demander au titulaire de satisfaire à ses obligations par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le titulaire devra répondre fournir les attestations demandées dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la présentation de la lettre du Maître d'ouvrage.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire n'a pas répondu ou n'apporte pas des attestations suffisantes, le Maître d'Ouvrage pourra, selon son choix, suspendre tout paiement ou résilier le marché de plein droit aux torts et frais exclusifs de l'entreprise et lui demander réparation des préjudices qu'il a subis de ce fait.

- **Attestation d'assurance « responsabilité décennale » telle que définie à l'article 11.2.1**

L'attestation doit répondre aux exigences des articles A. 243-2 et 3 du Code des assurances et comporter notamment les informations suivantes :

- le cachet de l'assureur,
- le numéro de la police d'assurance,
- l'adresse du chantier, le montant du chantier
- la durée du chantier et la date prévisible de la DOC, les activités couvertes
- l'identité de la compagnie d'assurance,
- les numéros, type et date d'effet du /des contrats,
- les qualifications, activités, nature des travaux garantis,
- la nature des garanties accordées notamment :
 - - 1) les garanties obligatoires: pour tous les dommages définis aux articles 1792, 1792-2 du Code civil à due concurrence des obligations en la matière,
 - 2) les garanties complémentaires:
 - o pour la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables d'une durée minimum de deux (2) ans, visée à l'article 1792-3 du Code civil,
 - o la garantie donnée pour les sous-traitants,
 - o la garantie sur existants du fait des travaux neufs,
 - o la garantie des dommages immatériels consécutifs aux garanties citées ci-dessus,
 - le montant de chacune des garanties données, étant entendu que le montant de la garantie obligatoire de la police d'assurance devra comporter l'abrogation de toute règle proportionnelle en présence d'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale,
 - la franchise absolue relative au lot confié.

- **Attestation d'assurance « responsabilité civile » telle que définie aux articles 11.2.2.1 et 11.2.2.2 ci-dessus**

L'attestation doit comporter les mentions suivantes :

- Le cachet de l'assureur,
- Le numéro de police,
- La période de garantie,
- Les missions / activités couvertes,
- Le montant des capitaux assurés,
- La mention précisant qu'ils sont est à jour du paiement de leurs ses primes.

En matière de responsabilité civile, si la fin de la période de garantie est antérieure au jour de la réception, le titulaire devra fournir successivement autant de nouvelles attestations d'assurance de telle sorte que les périodes successives recouvrent la totalité de la durée du projet sans interruption de garantie, y compris pour la période de garantie de parfait achèvement.

Chaque attestation successive devra être fournie au Maître d'Ouvrage dans les dix (10) jours qui précèdent la fin de la période de garantie de l'attestation précédente.

En cas de prolongation du marché, le Titulaire et les cotraitants s'il s'agit d'un groupement s'engagent à demander une prolongation des garanties par voie d'avenant aux polices d'assurances devant être souscrites au titre du présent marché.

11.2.4 Mandataire en cas de groupement d'entreprises

En cas de groupement d'entreprises titulaires d'un même marché, le mandataire commun devra produire une attestation le couvrant pour la responsabilité qui lui incombe du fait de sa mission particulière de mandataire. Aucune clause ne devra conditionner la garantie à une quelconque réciprocité des autres membres du groupement.

11.2.5 Modifications aux contrats d'assurances

Le titulaire devra signaler au maître d'ouvrage toutes modifications apportées aux contrats en cours (assureurs, nature et montant des garanties et des franchises, etc.) et faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues.

Le titulaire s'engage, de plus, à notifier sans délai au maître d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

11.2.5.1 Garanties insuffisantes ou absence de garanties

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire la souscription d'une assurance complémentaire et, à défaut, pourra sans y être tenu souscrire ladite assurance pour le compte de ce dernier, et/ou pour celui de ses co-traitants, sous-traitants. Dans cette hypothèse, le montant de la prime sera retenu, sur justificatif, sur le montant de la première situation présentée par le titulaire.

11.2.5.2 Prise d'effet des garanties

L'ensemble des garanties doit prendre effet dès la notification du marché.

11.2.5.3 Assurances des sous-traitants

Le titulaire ou chaque cotraitant s'il s'agit d'un groupement, fera son affaire des assurances couvrant les responsabilités de ses sous-traitants ou prestataires, sachant que le titulaire ou chaque cotraitant est pleinement responsable des dommages causés au tiers et/ou au Maître d'Ouvrage pendant la durée de ses travaux et après la réception de ces travaux.

Les sous-traitants devront néanmoins être couverts au titre d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences d'un désordre de nature décennal, ainsi que d'une assurance de responsabilité civile garantissant les dommages causés aux tiers. Les attestations d'assurance des sous-traitants devront être remises au maître de l'ouvrage au moment de la soumission desdits sous-traitants à agrément et acceptation

au sens de l'article 3 de la Loi du 31 décembre 1975.

11.2.6 Assurance pour les travaux exécutés par bons de commande postérieurement à la date d'achèvement des travaux

Pour les prestations objet des bons de commande notifiés postérieurement à l'achèvement des travaux et jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement (cf article 5.1 du CCAP), le titulaire devra souscrire les garanties adaptées à la nature des prestations à réaliser. Une attestation d'assurance spécifique pour ces prestations devra être fournie par le titulaire.

11.3 ASSURANCES A LA CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE ET A SES FRAIS

Le titulaire, ou chaque cotraitant s'il s'agit d'un groupement, renonce à tous recours contre le Maître d'Ouvrage en ce qui concerne l'application des polices que le Maître d'Ouvrage pourrait souscrire et dont ils pourraient être bénéficiaires dans la réalisation de l'opération.

Le titulaire obtient la même renonciation de la part des sous-traitants.

11.3.1 Assurance Tous Risques Chantier

Dans le cadre de la phase 3 du chantier, le Maître d'Ouvrage souscrira pour le compte commun des intervenants sur le chantier une assurance TousRisques Chantier pour couvrir les dommages matériels causés aux travaux et aux existants depuis l'ouverture du chantier jusqu'à la réception des travaux. Cette assurance garantit les dommages notamment dus à un défaut d'exécution, une non-façon ou une erreur de conception qui entraîne un dommage matériel à l'ouvrage garanti.

Cette police est souscrite par le Maître d'Ouvrage tant pour son compte que pour le compte de l'ensemble des assurés et s'exercera sans recours sur ces derniers et leurs assureurs.

Les franchises prévues dans les Conditions Particulières de la police, en cas de réalisation d'un sinistre, sont supportées intégralement par le ou les responsable(s) dudit sinistre. A défaut de pouvoir établir une responsabilité, les franchises sont reportées au prorata des marchés concernés.

La souscription de cette garantie s'inscrit dans le cadre d'assurances pour le compte d'autrui.

Il n'en résulte aucune obligation pour le souscripteur en cas d'absence et/ou d'insuffisance d'assurance et/ou d'assurance limitative et/ou d'exclusion et/ou de déchéance de garantie.

La signature du marché vaut accord par le titulaire sur la souscription d'une police Tous risques chantier par le Maître d'Ouvrage au profit de l'ensemble des Intervenants.

Les indemnités versées au titre de la police Tous risques chantier sont versées par l'assureur au seul Maître d'Ouvrage à charge pour lui de les verser ensuite aux titulaires sur présentation des situations de Travaux de réparation ou de reconstruction correspondantes validées par la maîtrise d'Œuvre.

Il est bien précisé que les garanties souscrites par le Maître d'Ouvrage au profit de l'ensemble des Intervenants sont accordées selon les clauses et conditions (en particulier de délimitation, de montant de garantie, de franchise et d'exclusions) des polices effectivement souscrites. La souscription par le Maître d'Ouvrage de ces garanties n'exonère en aucune façon les Intervenants de leurs risques et responsabilités pour les dommages qui leur seraient imputables et dont les conséquences financières ne seraient pas prises en charge au titre des

garanties d'assurances du contrat Tous Risques Chantier souscrit par le Maître d'Ouvrage et ceci pour quelque motif que ce soit. Cette souscription par le maître d'ouvrage du contrat Tous Risques Chantier ne dispense pas le titulaire et ses cotraitants de souscrire les assurances complémentaires qu'ils jugent nécessaires.

11.3.2 Contrat collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

Dans le cadre de la phase 3, le Maître d'Ouvrage pourrait souscrire à ses frais, pour le compte des constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code civil et du contrôleur technique, un contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) conforme aux dispositions législatives et réglementaires (annexe III Art A 243.1 du Code des Assurances) et destiné à porter les garanties de responsabilité décennale à concurrence du montant maximum possible en fonction des capacités financières du marché de l'assurance – ce capital intervenant au-delà des montants minimum de garantie des polices individuelles de responsabilité décennale de chacun des constructeurs traitant (contrat de louage d'ouvrage) avec le Maître d'Ouvrage.

En cas de CCRD, celui-ci comporte une clause de renonciation à recours de l'assureur au bénéfice des sous-traitants et de leurs assureurs garantissant le risque de RC Décennale.

Le plafond de garantie du CCRD serait au minimum égal au plafond fixé par les dispositions combinées de l'article L.242.9 et de l'article R. 243-3 du Code des Assurances, sous réserve des capacités financières du marché de l'assurance CCRD.

Si le CCRD n'apporte pas une garantie égale au coût total de construction, cela ne dégage pas le titulaire, ainsi que les autres intervenants au chantier, de la responsabilité décennale qui est la leur et des obligations y étant assorties.

A ces conditions, le titulaire donne mandat au Maître d'Ouvrage de souscrire ledit contrat pour son compte. Il donne également mandat au Maître d'ouvrage de saisir le Bureau central de tarification en cas d'infructuosité de l'appel d'offre relatif au CCRD.

Il est spécifié que les primes afférentes à ce contrat CCRD sont acquittées et supportées par le Maître d'Ouvrage.

11.3.3 Étendue de la responsabilité et renonciation à recours

Le fait pour le Maître d'Ouvrage de contracter la ou les polices ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumées par le Titulaire et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties éventuellement contractées par le Maître d'Ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le Titulaire renonce à exercer tout recours contre le Maître d'Ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette ou ces polices.

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties telles qu'elles seraient contractées par le Maître d'Ouvrage, l'attention du Titulaire est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, de souscrire éventuellement toutes garanties supérieures qu'il estimerait nécessaires, et plus généralement de souscrire toutes assurances complémentaires.

12 SOUS-TRAITANCE

12.1 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS

12.1.1 Généralités

Les sous-traitants sont désignés dans l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé en cours de marché par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées par les articles R. 2193 et suivants du code de la commande publique.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

En application des dispositions des articles R. 2193 et suivants du code de la commande publique, l'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur, par le contractant qui conclut le contrat de sous-traitance et par le sous-traitant lui-même.

12.1.2 Conditions générales d'agrément

Conformément au chapitre III du titre IX du livre Ier de la 2ème partie du code de la commande publique :

- Le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si un sous-traitant n'a pas été accepté et agréé ;
- Le maître d'ouvrage doit mettre en demeure le sous-traitant si celui-ci n'a pas fourni une caution ou mis en place une délégation de paiement au bénéfice de son propre sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si celui-ci ne déclare pas la nature, le montant des travaux, ainsi que le nom des sous-traitants auxquels il envisage de faire appel.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance peuvent être réalisés par acte spécial, dès lors que le titulaire peut, conformément aux dispositions de l'article R2191-22 du code de la commande publique :

- soit obtenir la modification de la formule de l'exemplaire unique ;
- soit fournir une attestation de l'établissement bancaire justifiant l'annulation du nantissement préalable ou que la cession de créance ou le nantissement ne fait pas obstacle au paiement du sous-traitant.

Pour le sous-traitant établi ou domicilié hors de France, celui-ci devra attester sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel il est rattaché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

12.1.3 Sous-traitance directe et modalités d'agrément

Le « sous-traitant direct » est le sous-traitant du titulaire ou, dans le cas d'entrepreneurs groupés, le sous-traitant de l'un des membres du groupement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre désigné par le marché.

Dès que l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement ont été obtenus, le titulaire fait connaître au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures de résiliation. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 1/1 000 du montant HT du marché.

12.1.4 Sous-traitance indirecte et modalités d'agrément

Le « sous-traitant indirect » est le sous-traitant d'un sous-traitant, dénommé « entrepreneur principal du sous-traitant indirect ».

Un sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le représentant du pouvoir adjudicateur ait accusé réception au titulaire d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L. 2193-13 du code de la commande publique, ou avant la signature, par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire, aux fins de remise au représentant du pouvoir adjudicateur, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne

délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

Cet acte, qui doit être remis au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comporte l'ensemble des informations mentionnées aux articles R2191-21 et R2191-22 du code de la commande publique.

Les transmissions mentionnées ci-dessus sont effectuées par l'intermédiaire de tous les entrepreneurs principaux successifs éventuels jusqu'au sous-traitant direct concerné.

14.1.1.1 Paiement des sous-traitants

Le paiement du sous-traitant est effectué conformément aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

12.2 INTERDICTION DE LA SOUS-TRAITANCE POUR LES TACHES ESSENTIELLES

Sans objet.

13.1 INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Le titulaire et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le maître d'ouvrage est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le maître d'ouvrage (ci-après « Information Confidentielle »).

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser les Informations Confidentielles à des fins autres que l'exécution du marché et à ne pas les divulguer à un tiers sans l'accord préalable écrit du maître d'ouvrage. Il s'engage à ne divulguer de telles Informations Confidentielles qu'à ceux de ses employés ayant besoin d'en connaître et dans la limite des seules Informations Confidentielles pertinentes et nécessaires pour l'exécution du marché. Le titulaire s'oblige à faire respecter cette obligation par ses employés quels qu'ils soient, permanents ou occasionnels.

La communication des Informations Confidentielles à des tiers n'est autorisée que dans la limite de ce qui est strictement nécessaire à l'exécution du marché. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à ce que les personnes ayant eu accès à ces Informations confidentielles respectent ces mêmes obligations de confidentialité.

L'obligation de confidentialité stipulée ci-dessus ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles le titulaire peut fournir une preuve écrite qu'elles :

- étaient déjà dans le domaine public avant leur divulgation ou sont tombées concomitamment dans le domaine public sans violation d'une quelconque obligation de confidentialité ; ou
- proviennent d'un tiers de bonne foi qui a le droit de les divulguer et qui ne les auraient pas lui-même reçues sous le sceau du secret ; ou
- ont été publiées sans que de telles publications constituent une violation du présent marché ; ou
- doivent être divulguées en vertu d'une loi, d'une réglementation, ou sur injonction valable d'un tribunal ou d'une autorité étatique ou équivalente (administration fiscale, etc.), mais seulement dans les limites de ce qui est requis et sous réserve que la Partie concernée en informe l'autre Partie par écrit, préalablement lorsque cela est possible ou dans le cas contraire dans les plus brefs délais, et se coordonne avec l'autre Partie afin de limiter l'étendue de cette divulgation.

En cas de non-respect par le titulaire de l'obligation de confidentialité stipulée au présent article, le marché pourra être dénoncé par le maître d'ouvrage, avec effet immédiat, sans préjudice de tous dommages-intérêts auxquels pourrait prétendre le maître d'ouvrage dont les Informations Confidentielles auraient ainsi été divulguées.

Il est expressément convenu entre les Parties que la divulgation par les Parties entre elles d'Informations Confidentielles, au titre du présent marché, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie qui les reçoit un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par

tout autre moyen) sur ces Informations Confidentielles.

Cet engagement de confidentialité est valable pendant toute la durée du présent marché et cinq (5) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause.

13.2 COMMUNICATION PUBLIQUE ET MEDIAS

Il est précisé en tant que de besoin que les obligations de confidentialités stipulées ci-dessus sont applicables y compris dans le cadre et pour toute communication publique, interne ou externe, réalisée par le titulaire du marché ou à laquelle il participerait sous quelque forme et à quelque titre que ce soient.

Il est convenu, plus généralement et indépendamment du caractère confidentiel ou non des informations, que tout projet de communication publique portant sur le présent marché, sur la participation du titulaire à l'exécution du marché ou sur le maître d'ouvrage et/ou ses activités (en ce compris ses biens et services) devra être préalablement soumis au maître d'ouvrage aux fins de l'obtention de son accord écrit, et ce y compris en cas de sollicitations dans l'urgence ou opérée de manière imprévue ou spontanée.

Aux fins de l'obtention de l'autorisation éventuelle du maître d'ouvrage, le titulaire devra lui communiquer préalablement toutes les informations utiles, dont notamment la ou les informations qu'il entend communiquer, le destinataire, le contexte de la communication, ainsi que les modalités de celle-ci (les supports et modes de communication, la durée et le ou les territoires).

En cas d'autorisation du maître d'ouvrage, ce dernier pourra accepter ou refuser que son nom soit communiqué et/ou préciser les mentions à utiliser à ce titre. L'autorisation qui serait le cas échéant donnée au titulaire n'aura pour objet ni pour effet de lui conférer un droit quelconque sur les signes distinctifs (dont notamment, nom, dénomination sociale, marques, logos et noms de domaine) du maître d'ouvrage autres que les droits d'utilisation strictement nécessaires à la réalisation de la communication en cause.

Le titulaire s'engage à ne pas porter atteinte, directement ou indirectement, à la réputation, à l'image ou aux droits, noms et marques du maître d'ouvrage.

14 PHOTOGRAPHIES, PRISES DE VUE ET TOURNAGES

14.1 PHOTOGRAPHIES ET PRISES DE VUES DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire déclare être informé et accepter que le maître d'ouvrage peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur du chantier et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de restauration et de conservation du monument et des éléments qui y sont attachés, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le chantier et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le chantier, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage ou ses partenaires et à transmettre au maître d'ouvrage, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- . mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- . exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du Chantier, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique à proximité du Chantier, Maison du chantier, ateliers et maquettes pédagogiques et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- . communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant au chantier de sécurisation ou de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement du chantier ;
- . communication aux donateurs et mécènes du Chantier et aux organismes ayant collecté les dons en faveur de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée du Chantier et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- . insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mp3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et surtout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- . insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;
- . projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- . exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;

- merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le maître d'ouvrage par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le maître d'ouvrage de l'intégralité de toute indemnisation que le maître d'ouvrage serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le maître d'ouvrage devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

14.2 PRISES DE VUE OU TOURNAGES SUR LE CHANTIER PAR LE TITULAIRE

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le chantier, sans l'autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire fournira, sur simple demande du maître d'ouvrage, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le maître d'ouvrage d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

15 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Pour les besoins de l'exécution du marché, chaque partie est amenée à collecter des données à caractère personnel des employés de l'autre partie et/ou des employés des éventuels sous-traitants et autres partenaires de l'autre partie (ensemble ci-après les « Préposés et Partenaires d'une partie »).

Chaque partie traite, en qualité de responsable de traitement, au sens du RGPD, les données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie.

Chaque partie s'engage à traiter les données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée, au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »), à la directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002 dit « vie privée et communications électroniques » telle que modifiée, ainsi que tout autre texte national ou européen qui viendrait à amender ou compléter les dispositions en vigueur à la date du présent marché et qui seraient applicables à l'une ou l'autre des parties (ensemble ci-après la « Règlementation sur les données personnelles »).

Si les données personnelles des Préposés et Partenaires d'une partie sont initialement collectées par cette partie, il lui appartient de les informer le cas échéant du transfert de leurs données à caractère personnel à l'autre partie. Chaque partie garantit que la collecte initiale et le traitement des données à caractère personnel des Préposés et Partenaires qu'elle fournit à l'autre partie ont été faits conformément à la Règlementation sur les données personnelles.

Chaque partie est autorisée à faire appel à un ou des sous-traitants pour mener tout ou partie des activités de traitement de données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie. Il appartient à chaque partie, en sa qualité de responsable de traitement, de s'assurer que le ou les sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de sécurité et de confidentialité des données à caractère personnel, de manière que le traitement réponde aux exigences de la Règlementation sur les données personnelles. Si le ou les sous-traitants d'une partie ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données à caractère personnel, cette partie demeure pleinement responsable de l'exécution par le ou les sous-traitants de leurs obligations.

Chaque partie fournira aux personnes concernées par les traitements de données à caractère personnel, les coordonnées de la personne chargée de traiter les demandes de droit d'accès, de rectification et/ou d'effacement de données à caractère personnel.

16 RESILIATION – MESURES COERCITIVES

16.1 GENERALITES

De manière générale, les stipulations du chapitre 7 du CCAG-Travaux sont applicables.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur a la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement, et notamment dans les cas suivants :

- soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions prévues à l'article 50.1 du CCAG-Travaux ;
- soit du fait du pouvoir adjudicateur ou de son mandataire, dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG-Travaux ;
- soit pour faute du Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG-Travaux ;
- soit pour motif d'intérêt général conformément à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

16.2 MESURES COERCITIVES EN CAS D'ABANDON DE CHANTIER

Les stipulations suivantes complètent les articles 50.3 et 52 du CCAG-Travaux, sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du titulaire (résiliation avec exécution aux frais et risques) sans indemnisation en cas d'abandon de travaux sans motif dans les conditions décrites ci-après.

Si le Titulaire, sans motif de force majeure, ne commence pas ses travaux à la date prévue alors que le chantier lui a été mis à disposition ou s'il les interrompt sans motif, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y remédier dans un délai déterminé qui ne peut être inférieur à 15 (quinze) jours.

Si le Titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur peut notifier l'une des deux décisions suivantes :

- soit la poursuite des travaux par un tiers aux frais et risques du titulaire. ;
- soit la résiliation pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du titulaire (résiliation avec exécution aux frais et risques).

Pour assurer la poursuite des travaux par un tiers, en lieu et place du titulaire, il est procédé, le titulaire ayant été dûment convoqué, à la constatation des éventuels travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.

Dans un délai de trente (30) jours suivant la notification de la décision de poursuite des travaux par un tiers, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin. Après l'expiration de ce délai, la résiliation du marché est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation aux frais et risques du titulaire, les constats visés au présent article sont à la charge du Titulaire. Pour l'achèvement des travaux, il est passé, conformément à la réglementation en vigueur, un marché avec un autre opérateur économique. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant. Le décompte général du marché résilié ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché.

Le Titulaire du présent marché est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres du maitre d'œuvre ou du maitre d'ouvrage. Il en est de même en cas de nouveau marché passé à ses frais et risques.

Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation prévue aux articles 52.2 ou 52.3, sont à la charge du titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Dans le cas d'une diminution des dépenses, le titulaire ne peut en bénéficier, même partiellement.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, les stipulations des articles 52.7.1 à 52.7.3 sont applicables.

17 LITIGES

17.1 INSTANCES COMPETENTES

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché en ayant, notamment, recours à l'avis du comité consultatif national de règlement amiable (CCNRA).

En l'absence de règlement amiable du litige, le tribunal administratif de Paris est seul compétent. Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article 333-1 du code de la propriété intellectuelle sont de la compétence exclusive du juge judiciaire.

17.2 MEMOIRE EN RECLAMATION

Si un différend survient entre le titulaire et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme écrite, ou entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire rédige un mémoire en réclamation dans les conditions précisées à l'article 55.1 du CCAG-Travaux.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de chacun des chefs de sa réclamation et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire au représentant du pouvoir adjudicateur et en adresse copie au maître d'œuvre.

Si la réclamation porte sur le décompte général du marché, ce mémoire est transmis dans le délai de trente jours à compter de la notification du décompte général.

Le mémoire reprend, sous peine de forclusion, les réclamations formulées antérieurement à la notification du décompte général et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

Après avis du maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation, par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG-Travaux.

L'absence de notification d'une décision dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du titulaire.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 55.2 à 55.4 du CCAG-Travaux.

17.3 INTERVENTION DU CCNRA

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif national de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1 et suivants du code de la commande publique.

La saisine du comité consultatif national de règlement amiable suspend les délais de recours prévus par le présent CCAG jusqu'à la décision du représentant du pouvoir adjudicateur après avis du comité.

Le délai de recours suspendu repart ensuite pour la durée restant à courir au moment de la saisine du comité.

Le cocontractant qui saisit d'un différend ou d'un litige le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une. Toutefois, l'autre cocontractant peut en rembourser tout ou partie, après avis du comité.

17.4 PROCEDURE CONTENTIEUSE

A l'issue de la procédure décrite à l'article 55.2 du CCAG-Travaux, si le titulaire saisit le tribunal administratif compétent, il ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du marché, le titulaire dispose d'un délai de six mois, à compter de la notification de la décision prise par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 55.1.2 du CCAG-Travaux, ou de la décision implicite de rejet conformément à l'article 55.1.3 du CCAG-Travaux, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent.

Passé ce délai, il est considéré comme ayant accepté cette décision et toute réclamation est irrecevable.

17.5 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES EN CAS D'ENTREPRENEURS GROUPES CONJOINTS

Lorsque le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire représente chacun d'eux, envers le représentant du pouvoir adjudicateur, pour l'application des stipulations de l'article 55 du CCAG-Travaux jusqu'à la date, définie à l'article 44.1 du même CCAG, à laquelle prennent fin les obligations contractuelles, chaque membre du groupement étant ensuite seul habilité à poursuivre les litiges qui le concernent à l'exception des dispositions de l'article 12.5.2 du CCAG-Travaux.

18 DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-Travaux sont les suivantes :

CCAP	CCAG-Travaux
3.1.2	3.7.2
3.2	3.8.1
4.4.1	12.1, 12.2
4.4.2	12.2.2
4.4.4	10.4
4.4.5	12.3.2, 12.4.2, 12.4.4, 12.4.3
5.2.1	28
5.3.2	19.2.1, 19.2.2, 19.2.4, 19.2.5
5.3.4	19.2.3
5.3.6	37.2
8.4.3	40
8.10	31.3
8.12	34
8.16	37.2
9.1	38
9.2	41
9.4	42
9.5	42.3 et 44.1
17.2	55.1.2